

Zeitschrift: Schweizerische Militärzeitschrift
Band: 16 (1850)

Anhang

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Beilage Nro. 1.

Rapport du Comité central de la société des Officiers neuchatelois.

On le sait, l'esprit militaire se distingue non-seulement par l'observance de certaines convenances et de certains devoirs d'honneur, mais généralement aussi par un esprit de fraternité. L'histoire militaire énumère un grand nombre d'épisodes remarquables, à l'appui de ce que nous avançons.

S'il en est ainsi, même entre les militaires de différentes nations, la confraternité militaire exista toujours à un haut degré entre les militaires des contingens des cantons de notre patrie. Quelles qu'aient été nos luttes intestines, durant les guerres de religion, durant nos dernières guerres politiques, on vit toujours, avant le combat, pendant les armistices ou après les hostilités, ceux qui, pour suivre à leurs devoirs militaires, venaient de se battre souvent avec acharnement, se réunir et fraterniser lorsque l'occasion s'en présentait. La fraternité que pratiquaient nos ancêtres avant la sanglante bataille de Cappel, se retrouve encore intégralement à l'époque actuelle. Bien des Suisses ont vu avec un plaisir marqué, en 1845 les soldats de l'armée fédérale fraterniser à l'extrême frontière argovienne, avec les Schwitzois postés à Reiden et Dagmersellen. Ce n'était pas la soupe au lait, mais des bouteilles de vin qu'ils partageaient, et le son des verres remplaçait là le cliquetis des cuillers de bois.

Qui n'a pas vu les soldats fédéraux, après la chute du Sonderbund, fraterniser avec leurs confédérés qu'ils venaient de vaincre? Qui ne sait pas qu'ils partagèrent leurs

rations avec leurs adversaires affaiblis plus ou moins, par la faim et les privations ?

Dans tous les temps de notre histoire, cet esprit de fraternité militaire, si noble jusques dans les grades les plus inférieurs de l'armée, revêt pourtant un cachet de distinction parmi les officiers. C'est encore ce qui a pu se remarquer lors de la guerre du Sonderbund, tant à Fribourg qu'à Lucerne, à mesure que l'on voyait des officiers des deux camps et d'opinions politiques différentes, se voir s'aborder avec joie et causer ensemble avec une certaine familiarité, de tous les détails de l'attaque et de la défense, où ils s'étaient trouvés opposés et en présence.

Il n'y a que la sévérité de la discipline militaire, exercée par des chefs supérieurs passionnés et ennemis de la liberté des opinions, qui ait pu à différentes reprises et dans divers cantons, arrêter dans ses essorts et mettre un frein à l'esprit de confraternité militaire.

Si jamais vérité fut complète, c'est ce qui vient d'être dit, en le rapportant au Canton auquel appartient la section qui vous fait rapport.

Avant 1848; avant l'émancipation effective du joug prussien; avant la révolution par laquelle le peuple neuchatelois conquiert l'honneur de figurer sans réserve aucune dans les rangs de ses chers confédérés; avant cette époque à jamais mémorable pour les républicains neuchatelois, il existait déjà dans notre canton une société d'Officiers. Si nous entrons dans quelques détails à son sujet, ce n'est pas que nous ayons l'intention de blâmer ceux qui y ont figuré. Nous ne voulons que faire allusion à l'esprit antinational, que cherchaient à y faire germer et prospérer quelques officiers (un en particulier) vendus

à l'étranger. Les réunions annuelles qui avaient lieu, n'avaient pas d'autre but que d'entretenir des idées de fidélité sermentale au souverain, au nom duquel on brevetait les officiers neuchatelois, quoique pourtant nos milices ne devaient être organisées que pour le service de la Confédération suisse; on n'y faisait que des libations, pendant lesquelles des discours prussiens, presque à l'exclusion des idées suisses, étaient prononcés. Malheur à celui qui, en pareille occasion, aurait prononcé quelques paroles patriotiques, ou porté un vivat sincère à la Confédération; malheur à celui qui aurait encore parlé avec un plaisir marqué de ses frères d'armes de la plupart des cantons, ils étaient infailliblement menacés par le pouvoir et pouvaient craindre la prison ou la proscription.

C'est par ces moyens, que nous rappelons ici sans passion, que presque tous les essorts de l'esprit militaire fédéral parmi les officiers neuchatelois furent comprimés. Souvent nous aurions vu parmi nos officiers subalternes, quelques-uns d'entr'eux se rendre aux assemblées fédérales des officiers suisses, mais la menace les retenait.

Dès que la révolution du 1er Mars 1848 fut accomplie, dès que notre canton fut doté d'une constitution libérale en vertu de laquelle la réorganisation de nos milices se fit peu à peu et en employant les anciens officiers qui adhérèrent à la république; l'esprit de confraternité militaire, qui animait et animera toujours ceux qui firent la révolution et culbutèrent, en arborant les couleurs fédérales, tout l'édifice de nos vieilles institutions surannées et de notre double position politique devenue un remarquable anachronisme: cet esprit de confraternité militaire eut chez nous un bel essort, un superbe élan. Nous rap-

pellierons d'abord qu'à l'assemblée générale tenue à Soleure en Mai 1848, on y vit déjà figurer isolément quelques officiers neuchatelois. Nous ajouterons, qu'ils furent fort satisfaits de l'accueil cordial qui leur fut fait.

Les officiers de la Chauxdefonds prirent une noble initiative vers la fin de 1848, en convoquant une réunion des officiers de tout le canton, à Chézard, petite localité de l'un de nos districts, aux fins de former une société cantonale qui se mettrait en relation avec la grande société militaire fédérale. Cet appel eut un plein succès. Soixante-huit officiers des différents grades et des différentes armes s'y réunirent et fondèrent la nouvelle société des officiers neuchatelois, dans laquelle un véritable esprit suisse ne cessera jamais d'exister. Un projet de règlement ayant été procuré par les soins d'un de nos officiers, la société, après s'être constituée en assemblée délibérante, le discuta et l'adopta immédiatement. Les assistans à cette première réunion se quittèrent joyeux et satisfaits en se promettant de se revoir au printemps de l'année suivante à Neuchatel.

Nous ferons maintenant remarquer au comité directeur, que quoique, par opposition à ce qui se pratiquait sous notre ancien régime, il soit bien dans l'intention de notre société de s'occuper de science militaire, il ne doit pas attendre beaucoup de nous sous ce rapport, car nos idées ne visent pour le moment qu'à nous élever au niveau de nos confédérés, qui ont acquis beaucoup d'expérience: ce que, grace à notre régime monarchique, nous n'avons jamais eu occasion de faire.

Après avoir pourvu aux divers développemens que nécessitait la constitution de notre société, notre comité

central s'occupa aussi de questions militaires sur lesquelles des mémoires écrits devaient être préparés, pour la réunion du printemps de l'année dernière (1849). Il distribua aux officiers les plus aptes à s'en charger, les questions suivantes :

1. Quels sont les meilleurs moyens d'introduire une bonne discipline dans les troupes neuchateloises ?
2. Considérations sur l'organisation actuelle des carabiniers dans le canton de Neuchatel.
3. Catéchisme sur les devoirs et les droits du soldat.
4. De l'utilité d'une compagnie de cavalerie dans le canton de Neuchatel.
5. De la formation de compagnies d'artillerie de Landwehr.

Le 10 Juin 1849, jour fixé pour la seconde assemblée générale de notre société, vit arriver un grand nombre de ses membres et vingt-neuf officiers qui se firent inscrire et recevoir membres, en sorte que maintenant elle se compose de quatre-vingt-dix-sept officiers. Diverses circonstances empêchèrent la plupart des officiers chargés de faire des mémoires sur les questions proposées, d'exécuter ces travaux. Un seul parvint au Comité, celui sur l'organisation des compagnies d'artillerie de Landwehr. La lecture qui en fut faite parut exciter quelque intérêt parmi les auditeurs.

Tous les officiers qui assistèrent à notre seconde assemblée générale, animés de beaucoup de zèle envers la société, ne se séparèrent qu'après avoir décidé que la société aurait encore une assemblée vers la fin de l'été; mais cette réunion ne put avoir lieu, parce que les contingents neuchatelois s'attendirent à être appelés sur le

Rhin, et que le service actif fédéral que dut faire notre président, y mit aussi empêchement.

Terminant ce rapport, c'est, chers confédérés, animés d'un sincère esprit de confraternité militaire, que nous vous prions d'agréer l'assurance de notre considération très-distinguée.

Au nom de la société cantonale des officiers neuchatelois

Le comité central.

En son nom:

Le Président,

GIRARD, Major d'Artillerie.

Le Secrétaire provisoire,

A. LAMBELET, Lieut. d'état-maj. c.

Décembre 1849.

Beilage No. 2.

**Bericht der Sektion Basel an das Zentralkomitee
des schweizerischen Offiziervereines 1850.**

Eidgenossen, Kameraden!

Sie haben uns eingeladen, das eidgenössische Militärfest in Luzern möglichst zahlreich zu besuchen, und gerne entsprechen mehrere Offiziere aus unserer Mitte, deren Zahl wir Ihnen mittheilen werden, dieser Einladung. Es ist immer ein froher Augenblick, die Kameraden wieder zu begrüßen, mit denen man im Dienste und im Felde so manche Strapaze getragen und wohl auch freudig einen ernstern Gang gegangen wäre, als den, den wir im verflossenen Jahre zu gehen hatten.

Das Band der Freundschaft und der Liebe schlingt sich fester bei solchem Anlaß, das Gefühl des Zusammengehörens wird erfrischt, der Gedanke, in einer Armee zu dienen, einem Banner zu folgen, das soldatische Bewußtsein, Glieder eines so geachteten Standes wie des schweizerischen Offizierskorps zu sein, ergreift und durchdringt den Einzelnen, und so erwächst aus diesen fröhlichen Zusammenkünften neben wirklichem reellem Nutzen vor allen Dingen ein kameradschaftlicher Sinn, der gewiß in den Tagen der Noth seine Früchte bringen wird.

Von diesem Gesichtspunkte aus betrachtet haben die Feste an sich schon einen großen Werth, aber noch höher ist der Austausch der verschiedenen Ansichten und Ideen zu schätzen, der sich bei einem solchen Anlasse von selbst ergibt. Unsere Militäreinrichtungen sind, wie alles Menschliche, nur unvollkommen, der Verbesserung und Fortbildung fähig, ja gestehen wir es offen, bedürftig; wer aber ist eher dazu berufen, Verbesserungen und Neuerungen zu berathen und zu besprechen, neue Ideen und Ansichten geltend zu machen, als eine Versammlung der ersten Repräsentanten der Armee, als die Männer, deren Händen das Vaterland die Führung des Heeres anvertraut hat und von deren Muth und Talent seine Rettung abhängen wird? Wir fragen: ist es nicht nothwendig, daß bei Veränderungen in der Organisation der Armee das gesammte Offizierskorps seine Meinung geltend mache, und wenn wir auch überzeugt sind, daß jedes Glied desselben, stimmen gleich, seine Ansichten nicht damit überein, diesen Aenderungen sich unbedingt unterwerfe, sind sie einmal durch die oberste Bundesbehörde zum Gesetz erhoben worden, so glauben wir doch behaupten zu dürfen, daß es gerade den Männern, die berufen sind, dieselben einzuleiten und anzubahnen, nur lieb und genehm sein kann, das Urtheil älterer und jüngerer Offiziere, die sich in diesen Formen zu bewegen haben, darüber zu vernehmen. Dieses Recht, seine Ideen bei solchen Anlässen auszusprechen, hat unbestritten das Offizierskorps, ja wir möchten sagen, die Verpflichtung, wenn wir auch weit entfernt sind,

für diesen Stand das Recht in Anspruch zu nehmen, endgültig in solchen Fällen zu entscheiden. Dieser Ansicht pflichten auch Sie bei, werthe Kameraden, denn in diesem Sinne verlangen Sie Berichte über die militärischen Leistungen in den einzelnen Kantonen, um, was hier oder dort neu geübt, befördert, erfahren oder erprobt worden ist, dem gesammten Offizierscorps mitzutheilen und so die Erfahrungen der Einzelnen zum Gesamtgute Aller zu machen. Ueberall werden denkende Offiziere versuchen, ohne den Buchstaben des Reglements zu verletzen, den Geist, der darin liegt, zu deuten und in seinem innersten Kerne zu erfassen; sie werden streben, die Vorschriften, die es gibt, der Intelligenz und dem Bildungsgrade ihrer Truppen anzupassen, um so den Hauptzweck zu fördern, die schweizerische Armee in ihren einzelnen Gliedern kampfstüchtig und siegesfähig zu machen. Nur wenn dieses Streben Alle recht erfaßt, wenn dieser Wille Alle beseelt, können trotz der eigenthümlichen Hindernisse, mit denen der schweizerische Offizier zu kämpfen hat und die nun einmal in der Natur der Sache liegen, große Resultate erzielt werden. Wir glauben, daß gerade der Wettstreit zwischen den Offizieren der einzelnen Kantone und der einzelnen Waffengattungen mehr und mehr entflammt würde, wenn der schweizerische Offiziersverein in einem Gesamttrapporte die Leistungen, der die einzelnen Berichte erwähnen, den verschiedenen Sektionen mittheilte.

Nach dem Gesagten entsprechen wir daher gerne Ihrem Wunsche, einen Bericht über unser Militärwesen und über unsere spezielle Thätigkeit zu erhalten.

Die Jahre 1848 und 1849 sind für unsern Kanton in militärischen Beziehungen reich und interessant gewesen, und wenn wir Ihnen auch weniger von der Thätigkeit unserer Sektion an sich, worüber am Schlusse ein Mehreres, berichten können, so dürfen wir uns doch rühmen, fünfmal ehrlich für das Vaterland während dieser kurzen Zeit unter das Gewehr getreten zu sein. Wir erlauben uns, um mehr Uebersicht in das Ganze zu bringen, die Leistungen der einzelnen Waffen

besonders zu behandeln, und beginnen mit der ersten Waffe der Armee, mit dem

Genie.

Der Kanton Baselstadt ist zwar nicht verpflichtet, diese Waffe zur Bundesarmee zu stellen, hat jedoch zur Beaufsichtigung und Instandstellung der Fortifikationen der Stadt einen Stab, der aus 7 Offizieren und Kadetten besteht, gebildet. Dieses Korps hat während einer Reihe von Jahren in jeder Beziehung nützliche Dienste geleistet, besonders aber sich bei der Instruktion der Artillerie und Infanterie betheiliget, worüber wir bei diesen Waffengattungen berichten werden. Im Frühjahr 1848, als nicht undeutlich von Seite der deutschen Arbeiter in Frankreich mit einem Sturm auf die Stadt und das Zeughaus gedroht wurde, traf der Chef des Genies eben so zweckmäßige als umsichtige Maßregeln, um auf diese Eventualität gefaßt zu sein. Im Jahr 1848 verlor diese Waffe durch den Tod einen ihrer tüchtigsten Offiziere in der Person des Herrn Oberlieutenant Isak Bacl, dessen letzte Arbeit der Bau des gewaltigen Kugelfanges auf der Schützenmatte ist. Vom Genie gehen wir zur verwandten Waffe, der

Artillerie,

über. Baselstadt hat zur Armee eine bespannte Zwölfpfünderbatterie und eine Kompagnie Artillerie zur Bedienung von Positionsgeschütz zu stellen; überdieß formirt es aus der aus dem Kontingent ausgetretenen Mannschaft 2 Landwehrkompagnieen zur Bedienung des Geschüzes der Fortifikationen. Diese 4 Kompagnieen haben zur Ueberwachung der Instruktion und als Korps einen eigenen Stab, der aus einem Oberst, mehreren Stabsoffizieren, worunter 2 Majore im eidgenössischen Artilleriestabe, und einigen Kadetten besteht. Die stürmischen Zeiten der verflossenen Jahre und die Ungewißheit, ob und wie weit die Zentralisation des Unterrichtes der Waffe zu Stande kommen würde, gestat-

teten nicht, die Wiederholungskurse in dem Maße, wie es anfänglich beabsichtigt wurde, abzuhalten. Der Aufstand im Frühjahr 1848 im badischen Oberlande machte die Aufstellung einer größern Truppenmacht im Kanton Basel nothwendig, zu der die Artillerie eine bespannte Zwölfpfünderbatterie lieferte. Die Batterie verblieb während 19 Tagen im eidgenössischen Dienste; da dieselbe fast in steter Bereitschaft zum Abmarsche auf die bedrohten Punkte gehalten wurde, war die Zeit, die für etwaige Exerzitien übrig blieb, nur karg zugemessen; dennoch wurde jeder Augenblick benutzt, um die Mannschaft in der Feldgeschützschule zu üben. Die Rekruten wurden im Laufe des Sommers in die Kaserne gezogen und instruiert; die Exerzitien der Landwehr unterblieben, da der im Bau begriffene Kugelfang keine Schießübungen gestattete. Die Kadetten erhielten wie gewöhnlich Unterricht im Zeichnen und wohnten zugleich mit den Offizieren des Kontingentes dem theoretischen Unterrichte während der Wintermonate bei.

Im Jahr 1849 war es bei den neu eingetretenen eidgenössischen Verhältnissen nicht möglich, einen zweckmäßigen Plan für die Instruktion aller Theile des Korps in Zeiten auszuarbeiten; da man sich jedoch nicht verbergen konnte, daß eine solche nöthig sei, so schritt man zu einer Instruktion der Kadres des Kontingentes, welche während 3 Wochen unter dem Kommando der Herren Major *Fr. Kern* und *Wilh. Burkhardt*, Offiziere im eidgenössischen Artilleriestabe, stattfand. Dieser Instruktion sollte später eine Zusammenziehung der beiden Kontingentskompagnieen folgen; die Ereignisse jedoch verhinderten es. Während der dreiwöchentlichen Instruktion wurde so ziemlich Alles behandelt, was der Artillerist braucht; auch wurde eine versenkte Batterie erbaut und für die Plazirung von 2 Kanonen und 2 Mörsern eingerichtet. Der Berichterstatter würde gerne noch in die Details der Instruktion eintreten; da er aber nicht dieser Waffe angehört, so muß er sich auf die in Händen habenden Rapporte beschränken.

Die badische Revolution rief im Juli wiederum das gesammte

Kontingent von Baselstadt, theilweise auch die Landwehr unter die Waffen; die Artillerie lieferte eine bespannte Zwölfpfünderbatterie und ein Detaschement Kanoniere zur Ordnung der abgenommenen Waffen. Die Batterie leistete sehr nützliche Dienste; wir erwähnen nur die Affaire von Rheinfeldern, wohin sie in der Nacht abmarschirte und zur rechten Zeit eintraf. Herr Oberst Blenker zog andere Saiten auf denn Abends vorher, da des Morgens die Zwölfpfünder gegen die Brücke gähnten.

Zum eidgenössischen Aufgebote der Rheinarmee hatte Basel keine Artillerie zu liefern, stellte jedoch Kontingent und Landwehr aufs Biquet und hielt die bespannte Batterie im marschfertigen Zustande.

Die Landwehr wurde während 6 Tagen in der Geschüßschule und im Zielschießen mit Kanonen und Mörsern geübt.

Die Artillerie lieferte, wie alljährlich, ein Detaschement in die Thunerschule; dieses Jahr nun mußten die Rekruten zum ersten Male nach Narau in die Instruktion.

Die Offiziere dieser Waffe sind nicht ganz befriedigt mit dem Resultate dieser beiden Schulen, und wir erlauben uns daher, etwas näher darauf einzutreten.

Die Thunerschule litt unter der Beimischung der Rekruten, so daß die Offiziere, statt an ihre eigene Fortbildung zu denken, einen großen Theil der Zeit als Grezirmeister arbeiten mußten; auch ließen die mangelhaften Kaserneneinrichtungen keinen ordentlichen innern Dienst zu.

In Narau war der Uebelstand der Mangel an Instruktoren, wo dann oft ein solcher 4 Piecen instruiren mußte. Aus diesem und andern Gründen erforderte die Geschüßschule zu viel Zeit, und zu weiter gehenden praktischen Uebungen waren die Einrichtungen nicht da; namentlich fehlte ein zweckmäßiger Schießplatz.

Ein fernerer Uebelstand ist neben der langen und nicht genug Früchte tragenden Dauer für die Rekruten selbst, die bedeutende Anzahl von Kadremannschaft, welche dazu verlangt wird, z. B. Baselstadt auf

40 Rekruten 16 Mann Kadre. Ohne hier entscheiden zu wollen, ob eine Reduktion dieser Kadres, die wohl nur zum innern Dienste und nicht als Instruktoren brauchbar sind, durch Bezeichnung intelligenter Rekruten zu den Unteroffiziersposten möglich wäre, so ist so viel gewiß, daß für die Unteroffiziere selbst diese neue Last eben so schwer als unnütz für ihre Instruktion ist. Nicht nur wird ein solcher Dienst als Unteroffizier bei einer Rekrutenschule bei weitem nicht so lehrreich sein, als bei den eigenen Kompagnieen oder in Thun, sondern der Betreffende wird auch deßhalb weder dem einen noch dem andern der beiden letztern entgehen, und so dürfte es daher in Zukunft Mühe kosten, Aspiranten zu Unteroffiziersstellen zu finden.

Schließlich erwähnen wir noch, daß Baselstadt, ohne dazu verpflichtet zu sein, eine Sechspfünderbatterie anschaffte; leider zeigte sich bei den Schießübungen, daß zwei dieser Stücke den Anforderungen nicht entsprachen; das eine der Stücke zersprang während der Exerzitionen, ohne jedoch die Bedienungsmannschaft zu beschädigen; beim andern fand sich eine Erweiterung im Bodenstück bei Proben, die in Gegenwart des Gießers vorgenommen wurden. Da die Offiziere der Waffe Grund hatten zu glauben, diese Erscheinung rühre von der im letzten Jahre vorgenommenen Reduktion der Metallstärke der eidgenössischen Geschützröhren her, so wurde der Umguß der 2 Röhren nach der alten Ordnung beschlossen.

K a v a l l e r i e.

Baselstadt hat, von der Nothwendigkeit durch die Ereignisse des Jahres 1848 überzeugt, aus den Resten der früher bestandenen Kavallerie und aus Freiwilligen ein kleines Korps errichtet, das aus 2 Offizieren, 6 Unteroffizieren und 20 Reitern besteht. Im Laufe der Jahre 1848 und 1849 hat dieses Korps, obschon Landwehr, nützliche Dienste geleistet und eben so viel Aufopferung als Geschicklichkeit gezeigt. Im Jahr 1849 passirte das ganze Korps eine dreiwöchentliche

Instruktion unter dem Herrn Stabsmajor Ott von Zürich, der sich mit den Leistungen sehr zufrieden erklärte. Ob diese halbe Kompagnie sich wirklich zu Guiden eignet, wie Herr Oberst Dachsenbein in Bern sich geäußert, lassen wir dahin gestellt. Unserer Ansicht nach schwerlich, denn wir verstehen unter Guiden gleichsam „Unteroffiziere des Generalstabs“.

Scharfschützen.

Auch diese Waffe ist durch eine schwache Kompagnie Landwehr bei uns vertreten; über ihre Leistungen etwas zu äußern, ist schwierig, da sie bis jetzt nie nach der Eigenthümlichkeit ihrer Waffe verwendet worden ist. Zahlreiche freiwillige Schießübungen jedoch üben die Mannschaft und erhalten einen gewissen Korpsgeist, der im ernstlichen Falle sicherlich seine Früchte bringen wird.

Infanterie.

Baselstadt stellt zur eidgenössischen Armee ein Jägerbataillon von 4 Kompagnieen und bildet aus der übergetretenen Kontingentsmannschaft 2 Landwehrbataillone von gleicher Stärke; ferner unterhält Basel eine kleine stehende Truppe von 2 Kompagnieen, die den Platzdienst zu versehen hat.

Wir wollen zuerst die Erlebnisse des Kontingentsbataillons berühren. Der Februar 1848, der in Paris einen Thron umstürzte, rief auch im Elsaß zahlreiche Unruhen hervor. Zum Schutz der französisch-schweizerischen Grenze stellte der Vorort das Bataillon 55 von Basel und das Bataillon 62 von Bern auf; unsere Jäger lagen in ausgedehnten Kantonnirungen längs der Grenze und erfüllten während 12 Tagen trotz der abscheulichen Witterung und bodenlosen Wegen getreulich ihre Pflicht. Kaum aus dem Dienste entlassen, traf am 12. April ein neues Aufgebot das Bataillon; die deutschen Freischaren näherten sich der Schweiz. Auch in diesem sechswöchentlichen Dienste

genügte die Truppe vollkommen allen Anforderungen; die Aufgabe, eine so ausgedehnte, zerrissene Grenze zu schützen, war eben so schwierig als mühevoll; wir erwähnen hier nur, daß einzelne Kompagnieen 3 Tage lang bei steten Regengüssen unter freiem Himmel kampiren mußten. Im Herbst 1848 machte Struve seine Erhebung; wiederum schirmte das Bataillon 55 die schweizerische Neutralität. Daß bei diesen wiederholten Aufgeböten an keine Instruktion zu denken war, läßt sich leicht ermessen. Dennoch wurde jeder freie Augenblick benützt, um zu exerziren; aber dieser Augenblicke waren wenige, wenn man erwägt, daß die Leute oft 48 Stunden auf der Wache bleiben mußten. Im Frühjahr 1848 wurden die Rekruten auf 3 Wochen zur Instruktion einberufen. Dieser Kasernirung gehen vierwöchentliche Vorübungen voraus, in denen die Rekruten jeweilen des Nachmittags in der Soldaten- und Pelotonschule instruiert werden.

Im Jahr 1849 waren es wieder die Rekruten, welche den militärischen Reigen eröffneten; wir werden später über die Instruktion der Infanterie ausführlicher sprechen und begnügen uns hier mit einem kurzen Ueberblick der Ereignisse. Nach den Rekruten wurden die einzelnen Kompagnieen in Dienst berufen, um im neuen eidgenössischen Reglemente und im Zielschießen geübt zu werden. Diese Instruktion war kaum beendigt, als die geschlagene badische Armee sich unserer Grenze näherte und ein schleuniges Aufgebot nöthig machte. Wir haben schon bei der Artillerie erwähnt, daß Basel damals fast seine ganze Militärmacht zu den Waffen rief. Das Bataillon verblieb während 10 Tagen im Dienst und wurde am 12. Juli durch das Bataillon 72 von Solothurn abgelöst. Am 24. Juli erfolgte das Aufgebot der Rheinarmee, zu der Basel sein Kontingentsbataillon zu stellen hatte. Dasselbe lag zuerst in Basel, dann im Leimenthal, marschirte hierauf nach Arau, von General Dufour inspiziert zu werden, und wurde den 14. August aus dem Dienste entlassen. Hiemit schlossen sich für dießmal die Dienstleistungen dieses Korps.

Während dieses vielfältigen Dienstes hat sich das Bataillon stets die Zufriedenheit seiner Obern zu erwerben gewußt. Die verschiedenen Brigadiers und Divisionärs, unter denen es die Ehre hatte zu stehen, haben ihm das Zeugniß gegeben, daß es in jeder Beziehung den Anforderungen einer tüchtigen leichten Truppe entspreche und daß es sich durch Manövrirfähigkeit, Ausrüstung und Mannszucht auszeichne.

Wir erlauben uns, noch einiger Details in der Instruktion zu erwähnen, die gewiß für manchen Kameraden in der Armee interessant sein dürften. Es ist dieß das Turnen und das Bajonetsfechten. Beide wurden durch unseren Instruktor, Kommandant von Mechel, der, wie Sie vernommen haben werden, uns leider verläßt, eingeführt. Das Turnen ist unstrittig ein gewichtiges Bildungsmittel für angehende Wehrmänner; da die Infanterie sich besonders aus den ärmern Klassen rekrutirt, deren Einzelne zum Theil durch ihre Beschäftigung zu Stellungen gezwungen werden, die eben so ungeschickt als schädlich sind, so ist gerade im Turnen dem Instruktor ein Mittel geboten, dieser Ungelenksamkeit, dieser gewissen Verknöcherung entgegen zu arbeiten. Allerdings muß bei einem solchen Anlaß nicht zu weit gegangen werden, da die Instruktionszeit ohnehin kurz genug ist; aber jedenfalls ist das militärische Turnen eine beachtenswerthe Erscheinung und dürfte vielleicht ein passender Gegenstand zur Besprechung bei einer nächsten Zusammenkunft des Offiziersvereins sein; wir könnten auch bis dahin genauere und umfassendere Resultate vorlegen.

Das Bajonetsfechten ist im eidgenössischen Reglement vorgeschrieben, ist jedoch unsers Wissens noch nirgends praktisch geübt worden als hier. Diese Uebung ist eben so nothwendig als nützlich; sie gibt dem Soldaten erst die wahre Zuversicht zu seiner Waffe und lehrt ihn, sich derselben zu vertrauen; ist das Zielschießen dem Jäger und Schützen unentbehrlich, so ist es eben so sehr der Gebrauch der blanken Waffen für den Füsilier. Eine Truppe, die im Bajonetsfechten geübt ist, hat ein moralisches Element in sich, das ihr in neun unter zehn Fällen im Hand-

gemenge den Sieg verschaffen muß. Gerade die schweizerische Infanterie, in der die physische Kraft so überwiegend vertreten ist, sollte sich diese Uebung ganz zu eigen machen und dadurch eine wahrhaft nationale Taktik begründen — „das Feuer den Jägern und Schützen überlassen, das Gefecht aber mit der blanken Waffe und dem Sturmschritt entscheiden, das sind ihre Grundzüge“.

Eines müssen wir noch erwähnen, ehe wir weiter gehen. Es ist dieß ein schmerzlicher Verlust, der das Jägerbataillon betroffen hat, das Hinscheiden des Herrn Majors Karl von der Mühl. In ihm verlor das Vaterland einen tüchtigen, talentvollen Offizier, wir alle aber einen wahrhaft guten Kameraden.

Die Landwehrintanterie hat im letzten Jahre eine durchgreifende Reorganisation durchgemacht; das früher überstarke Bataillon von 6 Kompagnieen ist in 2 Bataillone von 4 Kompagnieen je unter dem Befehle eines Majors, getheilt worden; das Ganze befehligt ein Kommandant. Mit dieser neuen Eintheilung hat sich zugleich ein tüchtiger Militärg Geist geltend gemacht, der durch ältere und jüngere Offiziere genährt und getragen wird. Beide Bataillone sind durchgängig mit Perkussionsgewehren bewaffnet; bis jetzt ist keine Kompagnie derselben vorzugsweise für den leichten Dienst bestimmt worden, sondern es werden alle gleichmäßig instruiert. Ob dieses wirklich gut ist, muß die Zeit entscheiden; freilich ist zu bedenken, daß die Uebertretenden aus dem Kontingent, das ganz aus leichter Infanterie besteht, gleichmäßig in die Kompagnieen vertheilt werden und so jede Kompagnie eine Anzahl geübter Jäger besitzt. Ueber die Instruktionszeit ist wenig zu bemerken; gewöhnlich finden die Exerzitionen kompagnieweise einige Nachmittage statt, worauf dann einige Bataillonsmanöver folgen, die mit Zielschießen verbunden sind. Während den mehrfach aufgezählten eidgenössischen Diensten ist die Landwehr zu wiederholten Malen mannhaft und ehrlich in die Lücken getreten und hat sich als eine wohl-

disziplinierte, durch und durch tüchtige Truppe bewährt, was ihr auch vom Divisionär, Oberst Bontems, mit den schmeichelhaftesten Ausdrücken zugestanden worden ist. Wir sind der entschiedenen Ansicht, daß gerade in der Reserve und in der Landwehr der Kern der Armee zu suchen ist, und daß dieselben unbilliger Weise oft fast stiefmütterlich behandelt werden..

Schließlich haben wir noch der Standestruppe zu gedenken. Dieses Korps hat sich von jeher durch Mannszucht, Aufopferungsfähigkeit und Entschlossenheit ausgezeichnet und ist in jeder Hinsicht eine eben so schöne als kriegerische Erscheinung. Die Unteroffiziere derselben liefern tüchtige Instruktoren für unsere Infanterie und haben unter der geschickten Leitung des bisherigen Instructors, Kommandant von Mechel, viel zur Tüchtigkeit derselben beigetragen. Bei den verschiedenen eidgenössischen Aufgeböten ist die Standestruppe als Theil der eidgenössischen Armee betrachtet worden und hat bei jeder Gelegenheit treu und unermüdtlich ihre Pflicht gethan, was ihr auch von ihren obern Befehlshabern mit Dank und Anerkennung bezeugt wurde.

Hiermit, werthe Kameraden, soll unser Bericht über die militärischen Leistungen geschlossen sein; wir haben hingegen noch die Verhältnisse unsers Vereins zu berühren. Es besteht in Basel seit dem Jahre 1765 eine militärische Gesellschaft unter dem Namen „freiwillige Militärgesellschaft“, deren Mitglieder sämmtlich Offiziere sind; sie besitzt als unveräußerliches Eigenthum eine militärische Bibliothek, in der ungefähr 1500 Bücher und Karten aufgestellt sind und die durch jährliche Beiträge unterhalten und vermehrt wird. Die Mitglieder des eidgenössischen Offiziersvereins haben sich nun als Sektion desselben unabhängig von der bisherigen Gesellschaft konstituiert und zum Präsidenten Herrn Kommandant Ad. Hübscher, zum Aktuar Herrn Lieutenant Hans Wieland ernannt. Die Militärgesellschaft, die zum Theil aus ältern Offizieren besteht, die längst außer Dienst sind, die aber immer noch gerne ihren Beitrag zahlen, jedoch schwerlich zum

Eintritt in einen neuen Verein zu bewegen wären, konnte sich aus diesen und ähnlichen Gründen nicht als solche zur Sektion des eidgenössischen Vereines umwandeln, sondern zog es vor, ihrem bisherigen Wesen treu zu bleiben. Sie entwickelte in diesem Winter ein neues Leben durch vierzehntägige Zusammenkünfte der Mitglieder, in denen folgende Vorträge gehalten wurden:

Theorie des preussischen Zündnadel- und Stiftpgewehres nebst Vorweisung von Modellen.

Die Taktik der Infanterie in Verbindung mit den übrigen Waffen seit Gustav Adolf (wurde leider nicht vollendet).

Die Schlacht von Fère-Champenoise den 25. März 1814.

Ueber Postengefechte nebst Belegen aus der Kriegsgeschichte.

Das Gefecht von Krasnoi den 14. August 1812.

An diese Vorträge knüpfte sich stets eine lebhafteste Diskussion, in der die wichtigsten militärischen Fragen behandelt wurden. Auch die Bibliothek wurde stärker wie bisher benutzt. Es ist zu hoffen, daß dieses frischerwachte Leben kräftig fort und fort gedeihe und blühe.

Empfangt schließlich, werthe Kameraden, unseren schweizerischen Gruß und Handschlag.

Die Sektion Basel des schweizerischen
Offiziersvereines.

Der Präsident:

Adolf Hübscher, Kommandant.

Der Aktuar:

Hans Wieland, Lieutenant.

Beilage Nr. 3.

Bericht der schaffhauserischen Sektion des schweizerischen Militärvereins über die militärischen Leistungen dieses Kantons.

Der Vorstand des schweizerischen Militärvereins hat durch Schreiben vom Monat März die Sektion von Schaffhausen zu einem Berichte über die militärischen Leistungen unsers Kantons mit dem Bemerkten aufgefordert, daß von Schaffhausen nach den Vereinsprotokollen noch nie ein Bericht über den Stand seines Wehrwesens eingegangen sei. Wenn dieser Vorwurf auch seine völlige Richtigkeit hat, so darf dennoch der Verein unserer Versicherung vollen Glauben schenken, daß nicht Mangel an Eifer für das kantonale wie für das allgemeine eidgenössische Wehrwesen hieran Schuld trägt, sondern daß diese Versäumniß aus andern Gründen entsprungen ist, die anzuführen hier zu weitläufig wäre, von denen jedoch unter vielen einer genügen dürfte, daß die schaffhauserische Sektion, durch mancherlei Umstände veranlaßt, sich einige Zeit gänzlich aufgelöst hatte, nun aber wieder durch Beitritt beinahe sämtlicher Offiziere sich zu einer für die Größe unsers Kantons sehr zahlreichen Abtheilung rekonstituirte.

Bevor wir über die Leistungen unserer Truppen in den verflossenen beiden Jahren 1848 und 1849 eintreten, wollen wir noch einige Aufschlüsse über unsere militärischen Einrichtungen vorausschicken.

Nach der eidgenössischen Skala stellt Schaffhausen zum Bundesheer:

	Mann.
Uneingetheilte Trainmannschaft	33
Reitende Jäger, 1 Kompagnie zu	64
Infanterie. Bataillon Bundeskont. Nr. 71. Stab	19.
2 Jäger- und 4 Zentrumkompagnieen à 138 Mann	828.
	847.
	Uebertrag 944.
	18*

	Uebertrag	944.
Bataillon Landwehr oder Reserve. Stab	16.	
1 Jäger- und 4 Zentrumkompagnien à 100 Mann	500.	516.
	Total	<u>1460.</u>

Außer diesen verschiedenen Korps besitzt der Kanton noch
eine Feldmusik mit Mann 25.
und sodann die Ergänzungsmasse.

Diese besteht aus

1 Kommandanten,

2 Stabsfourieren und aller Mannschaft vom zurückgelegten 18ten
bis zum zurückgelegten 26sten Lebensjahre, die noch in keinem
der andern Korps eingetheilt ist.

Ihre Militärpflicht beginnt mit dem zurückgelegten 18ten, ihre
Kontingentspflicht mit zurückgelegtem 20stem Altersjahr. Die Ergänzungsmasse
liefert jährlich den Ersatz für die aus den verschiedenen zum
Bundeskontingente gehörenden Waffengattungen austretenden Mannschaften,
und zwar durch das Loos, bei welcher Verloosung sämtliche Ergänzungsmannschaft,
die das 20ste Jahr angetreten hat, sich betheiligen muß. Ein Freiloosen bis nach dem 26sten
Lebensjahre bewirkt Entbindung von jeder militärischen Pflicht.

Die aus dem Kontingente Austretenden werden in die Landwehr
oder Reserve eingetheilt.

D i e n s t z e i t.

Die Dienstzeit dauert:

im Kontingent:

für Stabsoffiziere	15 Jahre.
Hauptleute	12 "
Von und mit Lieutenants abwärts sämmliche Grade	10 "

In der Landwehr:

Stabsoffiziere bis nach zurück=
gelegtem 45sten Jahre,
Hauptleute bis nach zurückgelegtem 42sten " "
Lieutenants " " " 40sten " "
Die Grade abwärts dienen noch nach dem Aus=
tritt aus dem Kontingente 6 Jahre in der
Landwehr, in keinem Falle aber länger als
bis zum 40sten Altersjahre.

Bewaffnung und Bekleidung.

Der Offizier kleidet sich auf seine Kosten.

Die Mannschaft erhält vom Staate: Uniformrock, blaue Hosen, Kamaschen, Käppi, Tornister und den Putzzeug. Die kleine Uniform sammt Gewehr, Säbel und Patronentasche hat sich der Soldat selber anzuschaffen. Die Gesamtuniformirung behält er bei sich zu Hause. Hinsichtlich der Gewehre darf hier angeführt werden, daß das Bataillon Nr. 71 im besten Zustande befindliche, dem Manne eigenthümlich gehörende Perkussionsgewehre besitzt, so daß z. B. beim Feldzuge von 1847 dem Wunsche der Truppen nachgegeben werden konnte, die eigenen Gewehre zu behalten, anstatt die im Zeughause befindlichen, dem Staate gehörigen Gewehre für die Dauer des eidgenössischen Dienstes auszuwechseln. Schaffhausen besitzt somit eine vollständige ordonnanzmäßige doppelte Bewaffnung.

Der Staat liefert der Kavallerie den Reitzzeug.

Unterricht.

Train. Dieses Korps erhält außer dem gemachten Dienst in der Ergänzungsmasse einen jährlichen Reitzkurs von 8 Tagen und passirt 2 Inspektionen per Jahr.

Kavallerie. Dieselbe hat seit mehreren Jahren regelmäßig ihren Rekrutenkurs in Winterthur vereint mit Kavallerie aus Zürich

und Thurgau durchgemacht, die 6—7 Wochen dauerte und mit dem Zusammenzug des ganzen Korps auf einige Tage endigte. Im Herbst ist Musterung durch den Milizinspektor.

Infanterie. Der Chef der Instruktion und 3 Instruktooren leiten den Unterricht der Ergänzungsmasse und der übrigen Infanterie.

Ergänzungsmasse. Sie wird durch die 3 Instruktooren jährlich vom März bis zum Wintermonat 16 halbe Tage zu 4 Stunden, im ersten Jahre ohne, im zweiten mit Gewehr in der Soldaten-, die folgenden Jahre abwechselnd in der Soldaten- und Pelotonschule, dem Felddienste, der Behandlung und Reinhaltung der Waffen und des Lederzeuges und jährlich einmal im Feuererexziren unterrichtet. — Die Instruktooren haben diese Exerzitionen in Abtheilungen von zirka 20 Mann höchstens, orts- oder distriktweise vorzunehmen. Wer 4 Jahre in der Ergänzungsmasse exerzirt hat, wohnt nur noch den jährlichen letzten 4 Exerzitionen bei. — Die durch das Loos zum Kontingente Ausgehobenen haben, im Falle sie im Exerzieren noch nicht tüchtig sind, 1 oder 2 Jahre die Uebungen in der Ergänzungsmasse noch mitzumachen. Der Chef der Instruktion veranstaltet jährlich größere Zusammenzüge und überzeugt sich von den Leistungen der Rekruten. Die Ergänzungsmasse bildet somit die Rekrutenschule, da wirkliche Rekrutenkurse nicht eingeführt sind.

Bataillon Bundeskontingent. Dasselbe erhält seine jährliche Instruktion Anfangs Juni während der Dauer von

10 Tagen für die Rekruten oder neu Eingetretenen und das Kadre,

6 Tagen für die Hälfte des Bataillons, abwechselnd jedes Jahr für 3 Kompagnieen, und

2 Tagen für sämtliche Mannschaft des Bataillons.

Dieser Instruktion voraus geht die Theorie für das Offizierskorps während 8 Tagen, als theoretischer und praktischer Vorbereitungsunterricht.

Aspiranten für Offiziersstellen haben einen sechswöchentlichen Instruktionkurs in der Kadettenchule eines andern Kantons durchzu-

machen, und es findet bei jedem Avancement bis zum Hauptmanne ein Examen unter den sich Anmeldenden statt.

Die frühern Instruktionen seit dem Jahre 1837 wurden meistens in einem eine Stunde von Schaffhausen entfernt bezogenen Lager abgehalten.

Im Herbst wird das Bataillon jährlich einmal im Zielschießen geübt und hiebei Gewinnste ausgesetzt, die theils von der Regierung, theils vom Offiziersverein fließen.

Bataillon Landwehr. Dasselbe hat sich jährlich 2 Tage in den Waffen zu üben.

Musik. Diese, so wie die Trompeter der Jägerkompagnieen stehen unter Leitung des Musikmeisters und Aufsicht eines Stabsoffiziers. Die Aspiranten für dieses Korps haben ein theoretisches und praktisches Examen abzulegen, und es wird einzig nach der Tüchtigkeit der Leistungen die Ergänzung der Lücken vorgenommen.

Ueber sämmtliche Korps hält der Milizinspektor im Spätjahre genaue Musterung.

Zum Schlusse der allgemeinen Bemerkungen wird angeführt, daß ein Kantonaloffiziersverein und ein Unteroffiziersverein besteht.

Ersterer besitzt eine Bibliothek von zirka 2000 Bänden, hält jährlich 4 Sitzungen, läßt sich über die alljährlichen militärischen Leistungen Bericht erstatten und bezweckt namentlich gute Waffenbrüderschaft und Gemeinfinn für das schweizerische Militärwesen.

Der Unteroffiziersverein hält ebenfalls militärische Schriften; er kann die Offiziersbibliothek benützen. Seine Zusammenkünfte werden hauptsächlich zu Exercitien mit Schnüren in der Pelotons- und Bataillonschule, im Bajonettfechten und zu technischen Uebungen im Felddienste verwendet.

Militärische Leistungen im Jahre 1848.

Train. Dieses Korps hatte im Laufe des Jahres keine Instruktion, wie es denn auch für einen aller Artillerie entbehrenden Kanton

schwer fällt, dasselbe gehörig zu instruiren. Der lange Dienst des vorigen Jahres wurde berücksichtigt und deßhalb der übliche Reittkurs von 8 Tagen unterlassen.

Kavallerie. Die Rekruten rückten im Monat März in die wöchentliche Instruktion nach Winterthur und nach Beendigung dieses Kurses, wenige Tage zu Hause, wurde die Kompagnie bei Aufgebot der Infanterie detachementsweise derselben zur Grenzbedeckung beigegeben. Siehe bei der Infanterie. Die Kompagnie blieb in Dienst bis zur Entlassung der Infanterie. Im Herbst passirte sie die übliche Musterung des Milizinspektors.

Infanterie. Die Instruktion für jenes Jahr war bereits angeordnet, als die Unruhen im badischen Nachbarlande ausbrachen, die Revolution sich ausdehnte, was die Besetzung unserer äußersten Grenze zur Folge hatte. Beide Bataillone wurden sogleich in kantonalen und später in eidgenössischen Dienst berufen, das Bataillon Landwehr nach wenigen Tagen wieder entlassen. Das Bataillon Bundeskontingent blieb von Ende April bis Mitte Mai im Dienst und benützte seine Zeit neben angestrengtem Wachtdienst so viel möglich im Unterricht der Soldaten-, Pelotons- und Bataillonschule, dem Feldwachtdienst auf praktischem Wege und bei schlechter Witterung in der Zerlegung und Reinigung des Gewehrs, der Behandlung des Lederzeuges und dem Tornisterpacken. Die drei Instruktoren waren den verschiedenen Detachements beigegeben und hatten die Offiziere im Unterrichte der Soldaten- und Pelotonschule zu unterstützen.

In Folge dieses Grenzdienstes wurde die Instruktion auf den Herbst verschoben und diesmal die Kaserne bezogen. Der Kurs umfaßte den innern Dienst, den Feldwachtdienst, die Soldaten-, Pelotons- und Bataillonschule und die Jägerübungen, wobei sämtliche Truppen der Zentralkompagnieen auch beigezogen waren. In der Bataillonschule wurden hauptsächlich die Angriffskolonnen und die Formirung des Carré geübt und zum Schlusse einige Brigademanoöver vollzogen.

Zielschießen. Bei demselben wurde hauptsächlich das Distanzen-
schäßen mit sämtlicher Mannschaft geübt.

Bataillon Landwehr. Dasselbe hatte im Verlauf des Jahres einzig noch die Musterung im Vereine mit sämtlichen übrigen
Korps im Spätherbst, bei der die Truppen im Feuer exerzirten.

Militärische Leistungen im Jahre 1849.

Der Frühling dieses Jahres sah rings herum trüb und kriegerisch
aus, und unsere Regierung mochte ein eidgenössisches Militäraufgebot
in diesem Sommer ahnen, da sie keine Frühlingsinspektion für die
Infanterie anordnete, sondern bis zum Herbst zusehen wollte.

Wenn auch unsere Offiziere freudig dem Ruf zur Fahne stets
gefolgt sind, so schied ein Theil derselben vom schönen Schützenfeste
zu Aarau doch ungerne und mit innigem Bedauern, um den 3. Juli
an die Grenze zu rücken, wo bereits Flüchtlinge der badischen Armee
angelangt waren. Dieser Grenzdienst dauerte bis zum 13. August.

Die Kavallerie, deren Rekruten im Frühjahr den 6wöchentlichen
Instruktionskurs in Winterthur durchgemacht hatten, so wie das Ba-
taillon Landwehr traten ebenfalls in eidgenössischen Dienst.

Auch während dieser Grenzbewachung waren dem Bataillon die
Instruktoren beigegeben zur Instruktion der Soldaten- und Pelotons-
schule; die Offiziere ertheilten den Bataillonsunterricht; der längere
Aufenthalt von 4 Kompagnieen in Kreuzlingen und naher Umgebung
war hauptsächlich sehr geeignet, die Zeit bestmöglich zu benutzen. Die
schweizerische Grenzlinie rings um die Mauern der Stadt Konstanz
gab Gelegenheit zu einem sehr interessanten Wachtdienst, und das
Kloster Kreuzlingen bot den nöthigen Platz dar, um theoretische und
praktische Uebungen in allen Zweigen des Dienstes vorzunehmen. —
Ohne diese klösterlichen Räumlichkeiten wäre man sehr übel mit den
Exerzirplätzen bestanden, und es ist ein Hauptübel bei solchen mili-
tärtschen Bewegungen, daß die Truppen gar oft aus Mangel an Platz

oder gutem Willen der Ortsbehörden in ihren Kantonementen nicht nützlich genug beschäftigt werden können.

Während ein Tag Kantonalinstruktion mehr auf der Goldwaage abgewogen wird, müssen hier oft mehrere Tage ganz ohne Nutzen mit den Truppen verlebt werden.

Im Spätjahre rückten die jungen Offiziere, das Kadre und die Rekruten in die 10tägige Instruktion mit Offiziersvorbereitungskurs; die übrige Mannschaft wurde nicht mehr in Dienst gezogen, sondern nur noch die Schießübungen so wie die Musterung sämtlicher Korps im Spätherbste vorgenommen.

In den Militäraufgeböten aller 3 verflossenen Jahre wurde als Hauptnothwendigkeit unserer Truppen neben guter Disziplin auch die genaue Kenntniß und richtige Ausübung des Felddienstes erkannt. Wir begrüßen daher die Einladung der hohen Bundesbehörde an die verschiedenen Kantonsregierungen in Beziehung des Sicherheitsdienstes, und die unsrige wird jedenfalls die angemessenen Verordnungen treffen, um dem lobenswerthen Beispiele Zürichs zu folgen. — Wir begrüßen vor Allem aber die neue Gestaltung unserer innern Verhältnisse, die auch die Organisation unsers Wehrwesens auf eine höhere Stufe bringen wird. Diese Vervollkommnung nach Kräften zu unterstützen, sei unser Ziel!

Im Namen der schaffhauserischen Sektion des schweizerischen Militärvereins

Der Berichtstatter:

Neher, Major.

Schaffhausen, im Mai 1850.

Beilage Nr. 4.

Bericht über die militärischen Leistungen des Kantons Luzern während den Jahren 1848 und 1849.

Schon unterm 12. Januar 1848 beschloß die Regierung, den Stand der Truppen des Kantons wieder auf diejenige Stärke zurückzuführen, welche laut der eidgenössischen Mannschafstskala der Kanton Luzern zum eidgenössischen Bundeskontingent zu stellen hat, nämlich:

- 2 Kompagnieen Artillerie,
 - 1 Kompagnie Park,
 - 1 Kompagnie Kavallerie,
 - 2 Kompagnieen Scharfschützen
- und 4 Bataillone Infanterie.

Die Landwehr soll annähernd eben so organisirt, alle übrigen im Jahr 1847 außerordentlich aufgestellten Truppenkörper aufgelöst werden. Dem Tit. Militärdepartement wurde die Reorganisation der Truppen in diesem Sinne übertragen.

Sofort wurde nun Hand ans Werk gelegt und der Anfang mit den Exerzirmeistern der Militärgemeinden gemacht, dieselben neu bestellt; es erforderte eine Anzahl von 128 Mann; diese wurden schon anfangs Februar für 4 Wochen in die Kaserne gezogen, im innern Dienst der Soldaten- und Pelotonschule nach dem neuen Reglement instruiert und sie insbesondere mit ihren speziellen Obliegenheiten und Berrichtungen bei Aufgeboden etc. bekannt gemacht.

Bei der Organisation der Offiziere und Kadres der 4 Auszüglerbataillone konnten in Folge häufiger Entlassungen und nothwendig gewordener Versetzungen in die Landwehr viele Stellen nicht sofort besetzt werden; um nun diese Lücken möglichst schnell zu ergänzen, ward ein Offiziersaspiranten- oder sogenannter Kadettenkurs eröffnet; zu diesem meldeten sich 40 junge, meistens tüchtige Männer; sie erhielten während 6 Wochen in Verbindung mit einem zugleich einberufenen Jägerrefrutendetachment Unterricht im

innern Dienst,
Soldaten- und Pelotonschule,
Platzwachdienst,
Tirailleur- und Feldwachdienst,
Bataillonschule,

und ferner Anleitung im Rechnungs- und Rapportwesen, so weit es die Führung einer Kompagnie betrifft.

Nach vollendetem Kurs wurden die Kadetten in den erteilten Unterrichtsfächern geprüft und sofort mit Ausnahme von Wenigen brevetirt. Durch diesen jungen, kräftigen Zuwachs und durch das Wiedereintreten älterer Offiziere wurde es schon im Laufe des Sommers möglich, die Kadres der 4 Auszügərbataillone gänzlich zu kompletiren; mit denjenigen der Spezialwaffen hatte es weniger Schwierigkeiten, obschon auch dort der Austritt mehrerer tüchtiger Offiziere zu bedauern war.

Mit der Einberufung des Detachements Jäger hatte auch der ordentliche Rekrutenunterrichtskurs für 1848 begonnen. Die Rekruten wurden im Laufe des Jahres in Abtheilungen von zirka 70 bis 80 Mann für 5 Wochen in die Schule berufen und erhielten während den 3 ersten Wochen Unterricht in

dem innern Dienst,
der Soldatenschule,
dem Platzwachdienst.

Während den 2 andern Wochen wurde jedesmal eine der Größe des Detachements entsprechende Anzahl neu beförderter Offiziere und Unteroffiziere einberufen und dann hauptsächlich eingeübt:

die Pelotonschule,
der leichte oder Tirailleurdienst,
Feldwachdienst,

und die wichtigsten Bewegungen der Bataillonschule und Zielschießen.

Nach diesem Instruktionsmodus wurden im Laufe des Jahres 685 Infanterierekruten instruiert, wovon 100 Mann Jäger. Diese

erhielten eine sechswöchentliche Instruktion, und die letzte Woche wurde hauptsächlich zur Einübung des Tirailleurs- und Feldwachdienstes in Verbindung mit einigen angedeuteten Feldmanövern, und Zielschießen auf verschiedene Distanzen verwendet, aus geschlossener Stellung sowohl, wie auch aus der Kette im Vorrücken und während dem Rückzug.

Diese 5 Wochen Unterrichtszeit für den Rekruten werden jedoch demselben durch einen zwischen dem Staat und der Stadt bestehenden Vertrag, bezüglich des Platzwachdienstes, bedeutend verkümmert; in Folge dessen muß nebst sonstigen Uebelständen die Instruktion auch während dem Winter fort dauern; die Lit. Behörden haben diesen Uebelstand erkannt, und es ist Hoffnung vorhanden, daß baldigst auf die eine oder andere Weise dieses für die Instruktion so schädliche und hindernde Verhältniß anders gestaltet werde.

Von den Rekruten der Spezialwaffen wurden im Laufe des Sommers nur diejenigen der Kavallerie und Scharfschützen instruiert. Erstere erhielten eine Vorinstruktion von 8 Tagen im innern Dienst und der Soldatenschule, hernach übernahm die eigentliche Instruktion zum Kavalleristen Herr Stabsmajor Ott von Zürich während vier Wochen; nach Verfluß dieser Zeit rückte zu der 26 Mann starken Rekrutenabtheilung die Kompagnie zu einem Repetitionskurs ein; dieser konnte leider nicht zu Ende geführt werden, weil ein Aufgebot die halbe Kompagnie in eidgenössischen Dienst in den Kanton Tessin berief, wo dieselbe längere Zeit verwendet wurde.

Die Rekruten der Scharfschützen, an Zahl 24, wurden zugleich mit einem Infanteriedetachement einberufen, machten mit diesem die gleichartigen Dienstzweige durch, blieben aber dann noch eine Woche länger, während welcher sie besonders noch im Tirailiren und Schießen nach verschiedenen Distanzen eingeübt wurden.

Auch die Ausbildung der Kompagniemusiken blieb nicht zurück; sämtliche Spiele der Jägerkompagnien machten einen Repetitionskurs mit, namentlich aber darf hier rühmlichst der hauptsächlich auf Veran-

lassung und Betrieb unseres jetzigen Herrn Militärdirektors neu ins Leben gerufenen Feldmusik gedacht werden; dieselbe wurde zirka 40 Mann stark frisch organisirt und neu ausgerüstet, unter die Leitung eines tüchtigen Kapellmeisters gestellt, der zugleich auch deren Instruktion besorgt; zudem wurde ihr noch ein musikkundiger und eifriger Leitungs-offizier beigegeben. Die Mannschaft passirte in der Folge eine vierzehntägige Instruktion im innern Dienst und der Soldatenschule, so viel für sie nöthig und anwendbar war, die übrige Zeit wurde mit ihrer musikalischen Ausbildung so gut ausgefüllt, daß die Musik bald Tüchtiges und Erfreuliches leistete; seitdem hatte sie zu vorgeschriebener Zeit ihre regelmäßigen Uebungen. Ueber deren jetzige Leistungen haben sich bei verschiedenen Anlässen schon die günstigsten Urtheile hören lassen.

Im Laufe des Sommers 1848 fanden dann noch Korpsübungen statt mit den beiden Scharfschützenkompagnieen; jede derselben wurde für 14 Tage einberufen, in der ersten Unterrichtswoche alle Dienstzweige repetirt, die zweite Woche beschäftigte sich dann die Kompagnie hauptsächlich mit dem Feldwachdienst und mit Schießübungen auf verschiedene Distanzen.

Ferner rückten die Kadres sämtlicher neu organisirten Auszüglerbataillone je von 2 Bataillonen zusammen für 18 Tage ein; wenn die Witterung es gestattete, marschirte die Mannschaft zu den Uebungen auf das von der Kaserne eine halbe Stunde entlegene Emmensfeld; dort wurde abgekocht und Abends wieder eingerückt.

Da diese Kadres, sowohl die der Offiziere als auch diejenigen der Unteroffiziere, zum Theil neu zusammengesetzt, so mußte hauptsächlich in Berücksichtigung der neuen Reglemente mit sämtlichen Kadres mit dem Elementarunterricht begonnen werden; es wurde daher zualler-
vorderst instruiert:

innerer Dienst,
Soldaten- und Pelotonschule,
Platzwachdienst.

Auf gehörige Einübung der Pelotonschule richteten die Oberinstruktoren besonders ihr Augenmerk, um so viel möglich den Offizieren ein selbständiges, taktfestes Kommando anzugewöhnen, welches zur guten Führung einer Kompagnie so unumgänglich nöthig ist.

Mit nicht weniger Fleiß und Eifer ward der so wichtige Tirailleur- und Feldwachdienst betrieben, ebenso die Bataillonschule, deren Hauptbewegungen auch im Lauffschritt eingeübt wurden.

Trotz mehrfacher ungünstiger Witterung während beiden Kursen war das Resultat der Uebungen ein befriedigendes, erfreulich war anderseits das hauptsächlich unter den Offizieren neu geweckte kameradschaftliche Leben; lobenswerth war auch das Betragen sämmtlicher Mannschaft; nicht ein einziger grober Verstoß gegen Disziplin oder Subordination fiel vor, alles konnte durch die betreffenden Chefs mit den reglementarisch vorgeschriebenen Disziplinarstrafen abgethan werden: gewiß eine erfreuliche und für die Zukunft ermutigende Aussicht, wenn man bedenkt, daß kaum ein halbes Jahr seit den für den Kanton Luzern so folgeschweren Ereignissen des Jahres 1847 verfloßen.

Der Bericht über das Jahr 1849 kann nun ganz kurz gehalten werden. Der Instruktionsmodus blieb so ziemlich der gleiche, wie im Jahr 1848.

Im Ganzen wurden in diesem Jahre instruiert 690 Infanterierekruten, wovon 130 Mann Jäger; ferner in 2 Kursen 49 Offiziersaspiranten, wovon 46 brevetirt und 20 davon vermöge ihres Alters oder ihrer amtlichen Stellung wegen der Landwehr zugetheilt wurden.

Ferner 27 Scharfschützenrekruten; diese erhielten eine sechswöchentliche Instruktion wie voriges Jahr.

Die Rekruten der Artillerie hingegen, 69 an der Zahl, erhielten eine Vorinstruktion im innern Dienst und der Soldatenschule während 14 Tagen, worauf sie dann in die eidgenössische Artillerieschule nach Aarau abgingen, dort während fünf Wochen speziell in ihrer Waffe ausgebildet wurden und mit einem für sie günstigen Zeugnisse zurückkehrten.

Die Kavallerierekruten, 26 an Zahl, erhielten eine Vorinstruktion von 8 Tagen, gingen dann ebenfalls nach Aarau in die neu gebildete eidgenössische Kavallerieschule ab; sie brachten von dorthier nach vollendeter Instruktion das Zeugniß eines stets regen Dienstefers, tüchtigen Fortschritts und gehöriger Disziplin zurück.

Korpsübungen fanden im Laufe dieses Jahres keine statt, weil fast das halbe Bundeskontingent zu Ende des Monates Juli in eidgenössischen Dienst berufen wurde, nämlich

die Artilleriekompagnie Schnyder	Nr. 7,
die Schützenkompagnie Arnold	„ 39,
die Infanteriebataillone Troxler	„ 13,
	Bossard „ 24.

Das Bataillon Troxler kehrte schon nach vierzehntägigem Dienste nach Hause zurück, die Kompagnieen Schnyder und Arnold 2 Wochen später, endlich denn auch nach 8 Wochen Dienst an der badischen Grenze in den Kantonen Schaffhausen und Thurgau das Bataillon Bossard; alle diese Truppen wurden Namens der Eidgenossenschaft auf das Ehrenvollste entlassen.

Das Bataillon Bossard unter der Führung seines tüchtigen Kommandanten hat neuerdings gezeigt, wie bald sich der schweizerische Milize, besonders wenn er einmal die eigenen Kantonsgrenzen überschritten, zum tüchtigen Krieger bildet; von sehr wohlthätigem Einfluß auf die Mannschaft war das freundeidgenössische Benehmen der Bewohner, namentlich in den Kantonen Schaffhausen und Thurgau, gegenüber obgedachtem Bataillon, wovon bei ihrer Heimkunft Offiziere und Soldaten nicht genug rühmen konnten. — Die Kantone Schaffhausen und Thurgau werden daher bei diesen Wehrmännern stets in freudiger und dankbarer Erinnerung bleiben.

Es ist seinerzeit in öffentlichen Blättern und dann selbst auch von der eidgenössischen Militärbehörde das faumfelige Mobilmachen dieser in Dienst gerufenen Truppentheile gerügt worden; nach erfolgtem

näherm Untersuch zeigte es sich jedoch, daß der Kantonalmilitärbehörde hierüber kein begründeter Vorwurf gemacht werden konnte; das Hauptübel lag eben in den bis jetzt noch bestehenden, den obwaltenden Verhältnissen nicht entsprechenden Militäreinrichtungen, welchen jedoch durch eine Revision des hiesigen Militärorganisationsgesetzes in nicht ferner Zeit abgeholfen werden dürfte.

Im Herbst 1849 konstituirten sich dann noch in Sursee eine große Anzahl Offiziere zu einem Kantonaloffiziersverein, respektive zu einer Sektion des eidgenössischen Militärvereins; als solcher hat derselbe die Ehre, heute zum ersten Mal in der Mitte der eidgenössischen Militärgesellschaft zu erscheinen. Der Zweck des Vereins ist in erster Linie Aufmunterung zu weiterer militärischer Ausbildung, Besprechung militärischer Gegenstände und dann auch Belebung der kameradschaftlichen Beziehungen der Offiziere unter sich selbst, Alles zu Nutzen und Frommen des engern wie des weitem Vaterlandes.

Werfen wir nun noch zum Schlusse einen kurzen Blick auf die Leistungen des Kantons im Materiellen.

Bis jetzt besitzt der Kanton Luzern immer noch das Magazinirungssystem. Der Milize hat nämlich von sich aus nur die kleine Ausrüstung, als Aermelweste, Zwilchhosen und Kamaschen anzuschaffen, alles Uebrige liefert im Falle eines Aufgebotes der Staat. In Folge des Feldzuges von 1847 kamen von den aushingegebenen Effekten für die ungeheure Summe von 90,000 Frkn. nicht mehr in das Magazin zurück. Man wird diese hohe Summe nicht als übertrieben angegeben finden, wenn unter Anderm bemerkt wird, daß laut Kontrolle des Magazins

5026	Stück	Kapüte
3007	„	Infanteriepantalons,
1187	„	Uniformröcke,
2667	„	Kamaschen,
1177	„	Tornister

nicht mehr in dasselbe zurückkehrten, nebst noch einer Menge anderer

Ausrüstungsgegenstände, deren spezifizierte Angabe wohl gerne erlassen wird; jedenfalls aber zusammen ein enormer Abgang und ungeheurer Schaden.

Um diesen Ausfall zu decken und das Kontingent sobald möglich wieder ausrüsten zu können, wurden im Jahr 1848 schon für die Summe von 94,707 Fr. Anschaffungen gemacht, im Jahre 1849 für den Betrag von 30,102 Fr., zusammen also für die bedeutende Summe von 124,809 Fr. — so zwar, daß der ganze Bundesauszug gehörig ausgerüstet ist und der Stand Luzern auch in dieser Beziehung seinen Bundespflichten gehörig genügen kann.

Auch dem Zeughaus erwuchs in Folge des Feldzuges ein nicht unbeträchtlicher Schaden an Abgang von Stukern, Gewehren, Säbeln, Patronentaschen zc., im Ganzen genommen in einem Betrage von zirka 60,000 Fr. Die fehlenden, zur Ausrüstung des Kontingents nöthigen Bestandtheile wurden schon im Laufe des Jahres 1848 ergänzt und zudem noch neu angeschafft:

- 2 Batterierüstwagen,
- 2 Feldschmieden,
- 4 6Pfünderkanonenlaffetten,
- 3 6Pfünderkanonen umgegossen.

Nimmt man nun alle diese Leistungen, sowohl in Beziehung auf die Instruktion, als auch diejenigen der Anschaffungen zusammen, so darf man mit Recht den obersten Behörden des Kantons das Zeugniß ertheilen, daß sie in kurzer Zeit und unter gewiß schwierigen Verhältnissen bedeutende Anstrengungen gemacht, das Wehrwesen so weit zu bringen, um mit den andern Eidgenossen gleichen Schritt halten zu können und, wenn es Noth thut, mit denselben vereint einzustehen für unser köstlichstes und theuerstes Gut, für die Freiheit des Vaterlandes, nach dem Wahlspruch unserer Väter: Einer für Alle und Alle für Einen.

Luzern, im April 1850.

Der Referent:

J. Belliger, Kommandant.

Beilage Nr. 5.

Gutächtlliche Bemerkungen über Herrn Oberstlieutenant J. Massé's Betrachtungen und Vorschläge betreffend die Lieferung der Zugpferde für die fahrenden Batterien, welche die verschiedenen Kantone zum eidgenössischen Bundesheere zu stellen haben.

Der im Jahre 1848 in Solothurn versammelt gewesenen schweizerischen Militärgesellschaft ward von Herrn Oberstlieutenant J. Massé aus Genf eine Arbeit vorgelegt, welche, unter dem oben angegebenen Titel, einen von dem in den meisten Kantonen bisher beobachteten Systeme der Lieferung von Trainpferden für die fahrenden Batterien wesentlich abweichenden Vorschlag enthält.

Diese Arbeit wurde dem neuen Gesellschaftsvorstande zur Begutachtung überwiesen — und der Unterzeichnete erfüllt hiemit einen von letztem ihm gewordenen Auftrag, wenn er sich erlaubt, folgende gutächtlliche Bemerkungen über die Betrachtungen und Vorschläge des Herrn Massé Ihnen vorzulegen.

Nachdem der Herr Verfasser in obgenannter Arbeit die Nachtheile der in den meisten Kantonen bestehenden Lieferungsweise der Artilleriepferde zum Instruktionsdienste sowohl als in Momenten eines ernstlichen Aufgebotes hervorgehoben, empfiehlt derselbe als wirksamstes Abhülfsmittel hiegegen folgendes System:

- „a) Jeder Kanton, welcher fahrende Batterien zu stellen hat,
„kaufe sich eine gewisse Anzahl junger und in allen Beziehungen zum Dienste geeigneter Pferde an.
- „b) Dieselben sollen immer Eigenthum des Kantons bleiben.
- „c) In Friedenszeiten würden diese Pferde im Kanton unter Landwirththe vertheilt, welche dieselben unterhalten müßten, aber „auch zum Dienste benutzen könnten.

- „d) Bei einem Aufgebote oder auch zur Zeit der Artillerieinstruktion
 „würde der Staat selbe einberufen, und sie müßten sofort
 „den Militärbehörden in gutem Zustande übergeben werden.
- „e) Den Landwirthen, welche solche Pferde zu übernehmen wünsch-
 „ten, würden selbe nur unter gewissen, genau vorzuschreibenden
 „und unter Verpflichtung allfälligen Schadenersatzes zu beob-
 „achtenden Bedingungen anvertraut.
- „f) Diese Landwirthe würden eine dem Werthe der ihnen anver-
 „trauten Pferde gleichkommende Geldkaution bestellen und der
 „Kanton könnte ihnen für diese Summe jährlich sehr mäßige
 „(2 oder 3 %) Zinsen zahlen.
- „g) Jährlich würden die Militärbehörden ein oder zwei Male
 „durch einen Experten und einen Offizier diese Pferde bei
 „den betreffenden Landwirthen inspizieren lassen.
- „h) Die Experten würden sich von dem Vorhandensein dieser Pferde,
 „von ihrem Gesundheitszustande, ihrer Verpflegung, so wie
 „von ihrer Verwendung überzeugen und hierüber an die Militä-
 „rbehörden Bericht erstatten.“

Die Vortheile dieses Verfahrens sollten nach der Ansicht des Verfassers darin bestehen, daß man stetsfort für die Instruktion wie im Falle eines Aufgebotes eine bestimmte Anzahl gut dressirter, an das Schießen gewöhnter Pferde zur Verfügung hätte; die Dienstübungen würden für die Mannschaft leichter und mit weniger Zeitaufwand von statten gehen; in Kriegszeiten aber würde eine sofort brauchbarere und beweglichere Artillerie da stehen; den Kantonen würden in einem Momente, wo sie ohnehin bedeutende Auslagen zu bestreiten haben, ein nicht unwesentlicher Kostenaufwand, der der plötzlichen Pferdeanschaffung, erspart, und der Staat wäre nicht mehr übermäßigen Forderungen der Pferdehändler unterworfen.

Wir wollen gerne anerkennen, daß dieses System seine gute Seite habe. Der erste Anblick scheint besonders dafür einzunehmen.

Bei genauerer Prüfung des Vorschlages dürften sich aber nicht unwichtige Gründe dagegen erheben. Erlauben Sie uns in Folgendem einige dieser Gründe näher zu bezeichnen, indem wir uns an die durch die Landesverfassung und das eidgenössische Militärorganisationsgesetz neubegründeten militärischen Einrichtungen der Schweiz halten.

I. In Folge der neuen schweizerischen Militärorganisation werden die Artillerietrainrekruten der verschiedenen Kantone auf wenigen (etwa 4 oder 5) Zentralpunkten instruirt. Dabei liegt zwar den Kantonen, welche diese Waffengattung zu stellen haben, fernerhin die Lieferung der Pferde ob (Art. 20, Ziffer 2, lit. a der Bundesverfassung). Allein bereits hat sich hiebei als zweckmäßig das Verfahren bewiesen, daß die Anschaffung der nöthigen Pferde von der eidgenössischen Militärvollziehungsbehörde besorgt, den Kantonen aber später nur ihr betreffender Antheil Kosten dafür verrechnet wird.

Es ist klar, daß in Folge dieser Einrichtung einer der wesentlichsten Vortheile, welche sich der Verfasser von seinem Systeme verspricht, dahinfällt. Für die regelmäßig wiederkehrende und längste Zeit des Dienstgebrauches solcher Pferde (zirka 7 Wochen) haben die Kantone nicht mehr die Pferdelerieung zu besorgen, und so bliebe denselben eine Benutzung eigenthümlich angekaufter Pferde nur mehr für den Moment eines wirklichen Aufgebotes, so wie für die nur alle zwei Jahre abzuhaltenden Wiederholungskurse von je 10 à 14 Tagen. Der Besitz einer entsprechenden Anzahl dienstgeübter Pferde im Augenblicke eines militärischen Aufgebotes wäre nun zwar allerdings nicht von geringem Werthe. Allein da Fälle solcher Art glücklicher Weise nur selten eintreten und einer Hauptquelle derselben, nämlich dem Ausbruche innerer Unruhen, insbesondere durch die neue Bundesverfassung wesentlich Abhülfe verschafft worden ist, so möchten wir fragen, ob hierin wohl ein hinlänglicher Grund für die Annahme des vorgeschlagenen Systems gefunden werden könne? Wir glauben nein, es sei

denn, daß die Schweiz grundtätzlich von ihrem Systeme der Milizen abweichen und zu demjenigen einer stehenden Heeresmacht übergehen wolle, was wohl auch der Herr Antragsteller nicht beabsichtigt.

Noch weniger schiene uns eine fortdauernde Beibehaltung der Artilleriegespanne mit Rücksicht auf die nur alle zwei Jahre stattfindenden Wiederholungskurse der Artillerie und den periodischen Besuch eidgenössischer Lager gerechtfertigt. Die Dauer dieser Wiederholungskurse soll ja nach dem so eben erlassenen schweizerischen Militärorganisationsgesetze beim Auszuge je 4 Tage für die Kadres und unmittelbar nachher für die Mannschaft und Kadres vereint je 10 Tage oder zusammen nur 12 Tage, und für die Reserven im Ganzen 6 Tage betragen. Der Besuch eines eidgenössischen Uebungslagers aber mochte bisher eine Batterie während der Zeit der Dienstdauer im Auszuge kaum einmal treffen. Es ist sonach in der That nicht wohl einzusehen, daß die bleibende Anschaffung eigener Pferde für die Instruktion der zum Bundeskontingente zu stellenden Battereien den Kantonen erheblichen Nutzen bringen würde.

Anders dürfte sich vielleicht die Sache stellen, wenn die Frage dahin aufgeworfen würde: ob bei der neuen Organisation des Artillerie-trainunterrichts die bleibende Anschaffung eigener Pferde nicht für das eidgenössische Kommissariat, welches, wie oben angedeutet, für die dahierigen Bedürfnisse der Unterrichtskurse zu sorgen hat, empfehlenswerth sei? Allein wir haben uns gegenwärtig nicht mit dieser Frage zu beschäftigen.

II. Untersuchen wir nun das vorgeschlagene System von seiner finanziellen Seite, so dürfte sich bei nur oberflächlicher Berechnung der dahierigen Kosten auf eine Batterie etwa folgendes Resultat ergeben.

Wir nehmen eine Batterie von 6 Piecen und 6 Caiffons (Manövrirbattereien nach neuer Organisation) zur Grundlage an und setzen voraus, daß das Mittelgespann durch gewöhnliche Pferde ergänzt werde. Die nöthige Anzahl der für diese 12 Kriegsfuhrwerke stets vorhandenen

und somit eigenthümlich anzukaufenden Pferde würde 48 betragen. Schlagen wir den Ankaufspreis eines solchen „jungen und in allen Beziehungen zum Dienste geeigneten Pferdes“ (wie Herr Massé es verlangt) auf zirka 16 Louisd'or an, so würde der Ankauf eine Kapitalsumme von 12,288 Fr. betragen; der jährliche Zinsverlust hievon à 5 % berechnet sonach 614 Fr. ausmachen. Dazu kommt nun noch, daß diese Pferde höchstens während 9—10 Jahren zum Dienste tauglich wären und somit nach Ablauf von 10 Jahren wieder neue Anschaffungen stattzufinden hätten.

Zu vorigem jährlichen Zinsverlust von	Fr. 614
würde sich sonach jährlich eine Einbuße von $\frac{1}{10}$ des	
verwendeten Einkaufskapitals mit	„ 1228
hinzuschlagen, und somit die Gesamtkosten auf	Fr. 1842

jährlich sich belaufen. Herr Massé bemerkt nun zwar, daß von der ab Seite der Pferdeübernehmer zu bestellenden Kaution Zinsen von 2—3 % vergütet werden dürften, wodurch dem Staate wieder 3 % der Ankaufssumme rückvergütet würden, Fr. 368. Immerhin bliebe aber eine jährliche Verwendung von 1474 Fr. dem Staate zur Last. Vom Erlöse der als nicht mehr diensttauglich verkauften Pferde glauben wir schweigen zu sollen, da die Inspektions- und Verwaltungskosten bei diesem Systeme jene Einnahme wohl aufzehren würden.

Dieser Berechnung gegenüber erlauben wir uns nur einige Rechnungsangaben über die Kosten aufzustellen, welche z. B. das im Kanton Luzern übliche Verfahren der Trainpferdestellung für einen Wiederholungsdienst von zirka 14 Tagen zur Folge hat. In diesem Kantone sind nämlich die Gemeinden zur Stellung einer bestimmten Anzahl diensttauglicher Pferde gegen eine angemessene Entschädigung verpflichtet. Diese Entschädigung beträgt in gewöhnlichen Zeiten 1 fl. oder $13\frac{1}{3}$ Bg. per Tag und Pferd, und die Stellenden sind damit in der Regel in dem Maße zufrieden, daß es selbst an Privatunternehmern, die vermittelnd zwischen den Staat und die Gemeinden an die Stelle der

Lehtern treten, hiefür bisher selten gefehlt hat. Setzen wir übrigens die Entschädigung für ein Pferd per Tag auf 15 Bz. an, so beträgt dieselbe während 14 Tagen für 48 Pferde nicht mehr als Fr. 672, was — wenn man annimmt, daß nach den neuern militärischen Einrichtungen in der Schweiz die Kantone eben nur mehr zu Wiederholungskursen je das zweite Jahr die Pferdebestellung zu besorgen haben — im Verhältniß zu der obigen Berechnung auf jede Batterie jährlich eine Ersparniß von 1138 Fr. herausstellt.

Freilich dürfte gegen diese vergleichende Berechnung im Einzelnen Verschiedenes eingewendet werden. Allein das Endergebniß würde unsers Erachtens immerhin annäherungsweise ein ähnliches Resultat herausstellen; nämlich daß in finanzieller Beziehung sich so erhebliche Gründe gegen das vorgeschlagene System des Herrn Oberstlieutenants Massé herausstellen, daß dasselbe für die Kantone bei den gegenwärtigen militärischen Einrichtungen nicht empfohlen werden kann.

III. Zum Schlusse sei noch kurz auf einige nicht unwesentliche Schwierigkeiten hingewiesen, worauf das neue System in der Ausführung unzweifelhaft stoßen müßte.

1. Als Uebernehmer solcher Pferde würde sich nämlich unsers Erachtens nur eine Klasse dürftiger und ökonomisch beengter Landwirths zeigen. Der vermögliche Bauer zöge ein ihm eigenthümlich gehörendes Pferd, das er nach Belieben zur Arbeit, zum Züchten, Füllen u. s. w. gebrauchen kann, einem ihm nur zu bedingnißweiser Benutzung anvertrauten, das er möglicher Weise eben im Augenblicke des dringendsten Bedürfnisses an den Staat abgeben muß, sicherlich weit vor.
2. Der dürftige Uebernehmer bietet keine genügende Gewähr dar für eine gehörige Verpflegung, regelmäßigen Gebrauch und gute Besorgung des Pferdes. Er wird ein dem Staate eigenthümlich gehörendes Pferd weniger sorgfältig behandeln, das-

selbe mehr gebrauchen, als allfällig ein eigenes, und in Fütterung wie im Beschlage letzterem gewiß mehr Sorge und Aufmerksamkeit zuwenden, als dem erstern. Auch die genaueste Aufsicht wird diesem Mißbrauche nicht vorbeugen können, und in den meisten Fällen dürfte es vollends unmöglich sein, bei einem wirklich ruinirten Pferde die Schuld der Vernachlässigung auf den Uebernehmer genügend darthun zu können.

3. Endlich scheint uns auch die von Herrn Massé vorgeschlagene Aufsichtsweise über die Pferdebesorgung bloß mittelst einer ein- oder zweimaligen Inspektion per Jahr bei Weitem nicht genügend. Die Unmöglichkeit aber, diese Aufsicht auf eine Art und Weise zu regeln, daß der ordentliche Gebrauch der übernommenen Pferde nicht zu sehr erschwert, deren Zweck doch vollkommen erreicht und die Inspektionskosten nicht zu hoch getrieben würden, ist gerade eine der Hauptschattenseiten des vorgeschlagenen Systems.

Wir schließen demnach diese gutächtlichen Bemerkungen, indem wir wiederholt die Ueberzeugung aussprechen, daß das von Herrn Oberstlieutenant Massé vorgeschlagene System der Lieferung der Trainpferde für die fahrenden Batterien des Bundesheeres bei der gegenwärtigen militärischen Einrichtung der Schweiz für die Kantone im Allgemeinen nicht empfehlenswerth erscheint.

Luzern, den 4. Mai 1850.

J. Mager, Artilleriehauptmann.

Beilage Nr. 6.

Einige Worte über die neue Schützenwaffe.

Neben den vielfachen Erörterungen über das schweizerische Wehrwesen soll und darf mit Recht auch der neuesten Bemühungen, die Schützenwaffe zu vervollkommen, gedacht werden.

Dem Stuzer, wie keiner andern Waffe, gebührt der Name einer Nationalwaffe; mit besonderer Vorliebe und Geschick ist der Schweizer derselben zugethan; er ergreift ihn nicht bloß zur ernstern Wehr, auch zum heitern Spiele bedient er sich desselben, und reiche Preise ermuntern ihn, durch vielfache Uebung sich des ihm gesetzten Zieles zu versichern. Es liegt daher in der Natur der Sache, daß der schweizerische Schütze seine Waffe viel kunstgerechter zu gebrauchen versteht, als dieses in unserem Lande bei allen andern Waffengattungen, welche nur während einer beschränkten Dienstzeit Gelegenheit finden, sich einigermaßen mit ihren Waffen vertraut zu machen, der Fall sein mag. Dazu tritt noch die natürliche Anlage, welche den Schweizer in Führung des Stuzers vor jeder andern Nation auszeichnet und begünstigt. Es war daher nicht wenig befremdend, nach Beendigung der letzten kriegerischen Ereignisse von sachkundigen Männern das Urtheil zu hören, daß die Scharfschützen bei weitem nicht die vorzüglichen Leistungen, welche man bisher ihnen zuschrieb, an den Tag gelegt hätten. Dieser Ausspruch kann indeß bei der Vorstellung, welche man bis auf die jüngste Zeit über die Bestimmung und Eigenschaft der Scharfschützen hatte und demgemäß ihre Ausrüstung und Instruktion einrichtete, nicht auffallen.

Ziemlich allgemein galt die Meinung, daß der Scharfschütze nur im Zustande einer gemächlichen und ungestörten Ruhe wirksam seine Schüsse abgeben könne, daß dagegen jede raschere Bewegung, welche ihn einigermaßen ermüden und erhitzen könnte, ihn unfähig mache, sein Ziel mit Sicherheit zu fassen und dasselbe zu treffen; man erklärte sogar, daß in diesem Falle der Schütze vor dem gewöhnlichen

Infanteristen nicht das Mindeste voraus habe, gegentheils sei ihm der letztere vermöge seiner schnellern Ladung noch vorzuziehen.

Wäre diese Ansicht richtig, so dürfte man die so hochgepriesene Nationalwaffe jeden Augenblick fallen lassen, ohne dadurch dem Wehrwesen irgendwie Eintrag zu thun. Unter solchen Umständen könnte ja nicht davon die Rede sein, daß der Schütze bei den raschen und ermüdenden Bewegungen eines Angriffs sich mit einigem Erfolge betheiligen würde; allein nicht einmal in defensiver Haltung würde er Ersprießliches leisten können, wenn man bedenkt, daß bei der neuen Kriegsführung weniger auf Front- als auf Flankenangriffe ausgegangen wird, wodurch der Angegriffene jeden Augenblick genöthigt ist, seine Aufstellung und oft zwar mit großer Raschheit zu verändern.

Es mag sich somit um Angriff oder Vertheidigung handeln, so ist die Spekulation auf ruhige ungestörte Aufstellungen, wie dieß etwa bei einer Jagdpartie vorkommen mag, durchaus verfehlt, und eine Waffengattung, welche nur unter dieser Voraussetzung ihre Fähigkeiten an den Tag legen könnte, dürfte auf die militärische Auszeichnung, als Spezialwaffe bedacht und behandelt zu werden, gewiß keinen Anspruch machen.

Allein nach der so eben geschilderten Anschauungsweise darf und soll diese Waffengattung nicht beurtheilt werden.

Man darf sich allerdings nicht verhehlen, daß die bisherige Ausrüstung des Schützen viel dazu beigetragen hat, jene irrige Ansicht zu erzeugen. Eine übermäßige Belastung durch schwere und vielfältige Bewaffnungsgegenstände, eine langsame, mit vielfachen Vorkehrungen verbundene Ladung gaben dem Scharfschützen wirklich das Bild des Positionsschützen, wie ihn so Viele mit Vorliebe zu nennen pflegten. Allein selbst in diesem Zustande war derselbe, wie die Erfahrung zeigt, nicht unfähig, trotz Ermattung und einer durch rasche Bewegungen entstandenen Sinnesaufregung auf bedeutende Distanzen richtig zu treffen, dazu gehört aber, daß der Schütze durch einsichtige und beharrliche Instruktoren angehalten werde, auf ermüdenden Märschen, nach raschen

Bewegungen, nach ausgehaltenen Nachtwachen, überhaupt ohne Rücksicht auf irgendwelche Strapazen sich im Zielschießen zu üben.

Versuche, welche bereits im Jahr 1827 unter Leitung des eidgenössischen Artillerieobersten, Herrn Sal. Hirzel von Zürich, vorgenommen wurden, haben dargethan, daß weder das Tragen des Tornisters, noch die schnelle Bewegung, noch selbst ein bedeutender Grad von Ermüdung des Scharfschützen einen wesentlichen Nachtheil auf die Schnelligkeit und Richtigkeit der Schüsse zur Folge habe. Unter Anderm fand ein solcher Versuch statt, nachdem die Tags zuvor durch vieles Schießen und Laufen schon ziemlich ermüdeten Scharfschützen die Nacht bei sehr schlechter Witterung meist unter freiem Himmel mit Gießen von Kugeln, auf Schildwache und mit Patrouilliren zugebracht hatten, dann mit Tagesanbruch, ohne in den letzten 12 Stunden etwas gegessen zu haben, noch ungefähr 20 Minuten im heftigsten sehr kalten Regen und besonders starkem Winde, einzeln mit verdecktem Gewehr aufgestellt geblieben waren, um den Augenblick abzuwarten, in welchem sich die Zielwand deutlich sehen ließ; dieser Versuch fand statt mit Stützern, welche mit Feuersteinschlossen versehen und auch bezüglich ihrer übrigen Konstruktion sehr mangelhaft waren; die Distanz nach der 5 $\frac{1}{2}$ Fuß hohen Zielwand betrug 400 Schritte.

Das Resultat dieses unter allen auch nur gedenkbaren nachtheiligen Umständen abgehaltenen Versuches ging dahin, daß von 360 Schüssen nur ein Viertel derselben die Zielwand verfehlte.

Wenn daher bei den jüngsten kriegerischen Vorfällen eine erfolgreiche Betheiligung der Scharfschützen nicht vorgekommen sein soll, so liegt die Schuld dieser Anklage vor Allem in einer bisher ungenügenden Instruktion dieser Waffe, und wenn bereits vor Jahrzehenden das Bedürfnis gefühlt wurde, die Ausbildung der Artillerie aus dem Grunde, weil die Kantonalinstruktion unzureichend war, einer gemeinsamen Leitung zu unterstellen, so läßt sich die nun von den Bundesbehörden beschlossene Zentralinstruktion der Scharfschützen eben so wohl rechtfertigen.

Um aber die Leistungsfähigkeit dieser Waffengattung hinsichtlich der Bewaffnung der möglichsten Vollkommenheit entgegenzuführen, hat das Eidgenössische Militärdepartement im Spätherbst vorigen Jahres einer Kommission von Sachverständigen den Auftrag erteilt, ein Stuzermodell nach dem seit etwa drei Jahren in der Schweiz bekannt gewordenen amerikanischen System zu konstruieren. Diesen Auftrag hat die hierfür bestellte Kommission, bestehend aus den Herren eidgenössischem Oberst Müller von Zug, Oberst Bruderer von Appenzell, Oberstlieutenant Wurstemberger von Bern, Oberstlieutenant Göldlin von Luzern und Major Roblet von Genf, durch genaue Versuche und Berechnungen zu erfüllen gestrebt und endlich dem Eidgenössischen Militärdepartement ein von Büchenschmied Burri in Luzern gefertigtes Stuzermodell empfohlen, dessen Beschreibung in seinen wesentlichen Bestandtheilen hier folgen soll.

Das Gewicht des ganzen Stuzers, Bajonet inbegriffen, soll die Schwere von $9\frac{1}{2}$ bis 10 Pfd. nie übersteigen; die Länge desselben, von der Kolben- bis zur Bajonetspitze gemessen, beträgt $58\frac{1}{2}$ Zoll; die Länge des Laufes sammt Bodenschraube 28 Zoll; der letztere ist rund, und dessen Dicke von hinten gegen vorn gleichmäßig verjüngt; das Bajonet ist in einer an dem Laufe angebrachten Hülse befestigt.

Das Absehen bildet eine längliche Zunge, die von zwei aufrechtstehenden Seitenbacken eingeschlossen ist; auf der linken Backe befinden sich die Visirwinkel für die verschiedenen Distanzen aufgetragen.

Das Innere des Laufes ist in 8 Züge und demnach eben so viele Felder eingetheilt; die Züge sind halbrund und deren Breite derjenigen der Felder gleich; der Drall beträgt auf eine Lauflänge von 30 Zoll eine ganze Windung. Das Kaliber des aufgestellten Modells beträgt 35 Punkte mit einem Spielraum von 34—37 Punkten.

Der Drall von 30 Zoll zeigte eine bedeutend flachere Schußbahn und eine größere Perkussionskraft als der schwächere von 40 und noch mehr Zollen.

Der Ladstock ist von Stahl, unten mit einem messingenen Schlagstück versehen; die Weichheit des Messings schützt vor Beschädigung der Züge beim Stoßen der Ladung. Am obern Theile des Ladstockes ist eine Stoßscheibe angebracht, wodurch bewirkt wird, daß das Geschos nur in eine bestimmte Tiefe geschossen oder gestoßen werden kann; dadurch wurde möglich, eine hohle Ladung, deren Höhe beliebig von $1\frac{1}{2}$ —2 Linien sich erstrecken darf, zu gewinnen, wodurch viel gleichförmigere Schußergebnisse als früher, wo die Kugel fest auf das Pulver gestoßen ward, erzielt wurden. Außerdem, daß auf diesem Wege eine genaue und stets gleichbleibende Ladung erreicht wird, so ist dieselbe wohl um ein Mal schneller auszuführen, so daß in der Minute von einem gewandten Schützen 4 Schüsse abgegeben werden können, während früher in dieser Zeit mit Mühe 2 Schüsse möglich waren.

Das Schloß ist dahin vereinfacht, daß die Ruhrast und der gebrechliche Ueberfall weggelassen sind und nur die Aufzugrast verbleibt; dieses Schloß ist nun demjenigen des Infanteriegewehrs, mit Ausnahme der beibehaltenen Rußkette, gleichgebildet. Diese Vereinfachung wird den vielfachen Störungen, welche aus Verschiebung oder Lähmung einzelner Schloßtheile zc. entstanden und den Schützen oft unthätig machten, ziemlich abhelfen.

Der Stecher ist ein einfacher Zungenstecher, mit Drücker und Abzug versehen. Das Kamin oder Piston ist etwas stärker als bei den gewöhnlichen Standstüchern; die dazu bestimmten Zündkapseln haben einen etwas auswärts gebogenen Rand, wie diejenigen bei der Infanterie, sind im Uebrigen den üblichen Zündkapseln gleich. Der auswärts gebogene Rand dient dazu, daß der Schütze behufs Aufsetzens der Kapsel schon durch Fühlung wahrnehme, wo sich die offene Seite derselben befinde, ohne dazu noch besonders den Blick, den er in diesem Augenblick auf das zu erfassende Ziel richten soll, verwenden zu müssen; auch ist damit der Vortheil erlangt, daß der Schütze bei rauher Witterung, wo die Finger ungelentig sind, leichter eine einzelne Kapsel ergreifen kann, als dieß bei den kleinen glatten Kapseln der Fall war.

Die für alle Distanzen gleiche Ladung von 4 Grammen, zirka 4 Kugelmodel haltend, wird in dünnen langen Patrönchen aufbewahrt; hiedurch ist möglich geworden, das nöthige Pulvermaß viel sorgfältiger und schneller in den Lauf zu bringen; auch kann dadurch das Pulverhorn und die Ladung zur Erleichterung des Schützen auf die Seite gelegt werden.

Das Geschöß (Kugel, Projektil) wurde einer vorzüglich genauen Berechnung und Prüfung unterworfen; dasselbe bildet nun nach seiner jetzigen bestbewährten Form eine Eichel (zylindrisch-konisch), doch vorn etwas spitzer auslaufend; die Basis oder das hintere Ende ist abgeflacht, beinahe am Ende des hintern zylindrischen Theiles mit einer schwachen sägenförmigen Kerbe oder Einschnitt versehen; das aufgestellte Modell wiegt $\frac{1}{30}$ Pfund, es ist aber auch hier ein Spielraum von $\frac{1}{28}$ — $\frac{1}{32}$ Pfund gestattet.

Die Ladung dieses Geschosses geschieht mit vorher aufgebundenem Kugelfutter, der Bund streift sich beim Einschieben der Kugel in den Lauf von selbst ab und das Kugelfutter, welches dadurch frei geworden, fällt beim Abfeuern gerade außerhalb der Mündung zu Boden, ohne der Kugel zu folgen und dadurch der Richtigkeit des Schusses Eintrag zu thun.

Die Schießversuche, welche mit dem vorbeschriebenen Stuzer von Herrn Oberstlieutenant Wurstemberger in Bern in letzter Zeit vorgenommen wurden, zeigen folgendes, alle bisherigen Erfahrungen mehr als um das Doppelte überbietende Resultat:

Je 100 Schüsse auf jede Distanz.

Distanz. Absehenshöhe. Scheiben.

Schritte.	In dem Viereck von					Treff.
	2' Seite	4' Ste.	8' Ste.	6' Sh. 4' Br.	10' Sh. 13 B.	
200	18 IV.	100	100	100		}
400	30 IV.	100	100	100		
600	50 IV.			100	97	
800	75 IV.			100	90	
1000	96 IV.			96	66	

Die Perkussionskraft oder das Vermögen des Geschosses, in einen festen Körper einzudringen, stellte sich folgendermaßen heraus:

Auf die Distanz von 800 Schritten drang das Geschöß durch 5 einzöllige Bretter ganz durch; auf 1000 Schritte wurden theils 4 gleiche Bretter durchdrungen, theils 3 Bretter durchdrungen und im vierten blieb das Geschöß stecken.

Faßt man nun diese Umgestaltung der Stutzerwaffe und die mit derselben gewonnenen Schießresultate ins Auge, so erwachsen daraus dem militärischen Schützenwesen unendliche Vortheile, und die Waffengattung der Scharsschützen gewinnt endlich denjenigen Vorrang, welcher ihr bisher ohne eigentliches Verdienst zugestanden worden war:

1) Die leichtere Bewaffnung gibt dem Schützen diejenige Beweglichkeit, ohne welche er den Dienst der leichten Infanterie ohne große Anstrengung nicht hätte leisten können. Der Stand oder die Position des Scharsschützen ist nun nicht mehr da, wo er gleichsam in einem Versteck auf einen Feind lauern und oft die entscheidendsten Momente des Gefechtes in Unthätigkeit zubringen mußte; seine Stellung ist nun ohne Rücksicht auf die Dertlichkeit fortan da, wo er mit seinem weitreichenden Geschosse dem Feinde schaden kann, während die übrige Infanterie der großen Entfernung wegen noch nichts zu leisten vermag; sobald der Schütze wahrnimmt, wirksam feuern zu können, sei er in freier oder gedeckter Stellung, so ist er auf der rechten Position und hat keine andere zu suchen.

2) Die mittelst Patrone und eingebundener Kugel auszuführende Ladung, verbunden mit den oben erwähnten Vorrichtungen am Ladestock, steht der Ladung des Infanteristen an Schnelligkeit nicht mehr viel nach, ohne dadurch der Genauigkeit der Ladung Eintrag zu thun.

3) Die Trefffähigkeit der neuen Waffe ist im Vergleich mit der frühern wohl mehr als um das Doppelte gesteigert; mit Recht darf man hievon die wichtigsten Erfolge im Felde erwarten. Man denke sich eine Scharsschützenkompanie in Kette aufgelöst in einer Entfernung

von 1000 Schritten einer feindlichen Batterie gegenüber, in dieser Entfernung werden die einzeln stehenden Schützen von dem feindlichen Feuer kaum viel zu leiden haben, dasselbe ist auch in der Regel mehr auf dichte Massen gerichtet; nimmt man nun an, daß ein gewandter Schütze in einer Minute drei wohlgezielte Schüsse abgeben kann, und daß unter einer Kompagnie doch sicherlich 10 Schützen sich befinden, welche diese bedeutende Distanz richtig abschätzen und dann auch sicher treffen können, so darf man ohne Uebertreibung annehmen, daß innerhalb 2—3 Minuten bei der Batterie so viel Mannschaft außer Gefecht gesetzt sein wird, daß dieselbe ihre Stellung verlassen muß und nachher kaum mehr Bedeutendes wird leisten können. Noch viel günstiger würde diese Beschießung ausgeführt werden können, wenn die Batterie von der Flanke zugänglich ist und dem Angreifer gar nichts erwidern wird.

4) Gegen die oben berichtete Perkussionskraft der neuen Geschosse haben diejenigen, welche für viel schwächere und daher auch viel weniger eindringliche Geschosse Vorliebe hatten, eingewendet, daß man einer so bedeutenden Kraft gar nicht bedürfe, um einen Mann im Felde kampfunfähig zu machen. Allein diese Behauptung ist mit der Erfahrung im Widerspruch, daß so Viele, welche im Felde standen, ohne verwundet worden zu sein, dennoch Merkmale von abgeprallten Kugeln an sich tragen und ihre Rettung diesem oder jenem Theile ihrer Ausrüstung, wodurch das Eindringen der Kugel verhindert wurde, verdanken. Darin zeigt sich wohl am besten die Richtigkeit der Ansicht, daß nicht zu viel, wohl aber zu wenig Perkussionskraft dem Feinde Vortheil bringt. Außerdem kann dem Feinde nicht nur durch Vernichtung von Mannschaft, sondern auch durch Tödtung von Pferden geschadet werden; dazu gehört aber, daß die Geschosse vorerst das Lederzeug, womit dieselben angethan sind, auch zu durchdringen vermögen.

5) Auch die vorzüglichste Bedingung der Trefffähigkeit einer Schießwaffe, nämlich die Geschwindigkeit der Geschosse und die dadurch be-

wirkte flache Schußbahn ist bei Konstruktion der neuen Waffe in vorzüglichem Maße erreicht worden. Denn je schneller das Geschosß sein Ziel erreicht, desto weniger lang ist dasselbe den Wirkungen der Luft zc. ausgesetzt; auch ist gewiß, daß aufrechtstehende Gegenstände sicherer bei einer flachen Schußbahn getroffen werden, als wenn das Geschosß in einem hohen Bogen anlangt.

Das von der Kommission konstruirte Muster eines Waidtackes hält die Mitte zwischen Waidtasche und einer gewöhnlichen Patronentasche; derselbe wird an einem schwarzen Kuppel über die Schulter getragen; er ist von gewöhnlichem etwas starkem Leder, der Deckel dagegen von Berdeckleder. Das Innere des Kastens enthält den ganzen Munitionsvorrath nebst dem zur Besorgung des Stüzers nöthigen Werkzeug mit Ausnahme des Kugelmodells; an der vordern Wand sind 2 kleine Taschen mit Klappen angebracht, in welchen die zum augenblicklichen Verbrauch nöthige Munition vertheilt wird; in der einen die Patronen, in der andern die eingebundenen Kugeln.

Die durch umsichtige Versuche gewonnenen Erfahrungen, verbunden mit der neu zentralisirten Schützeninstruktion, werden die Leistungsfähigkeit dieser Waffengattung in nicht langer Zeit unendlich steigern, und es ist nur zu wünschen, daß die hohen Bundesbehörden mit Ernst und Eifer die Einführung dieser neuen Stüzer, mit welchen die bisherigen auch nicht den bescheidensten Vergleich aushalten, befördern mögen.

J. Bonmatt, Schützenoberlieutenant.

Beilage No. 7.

Der schweizerische Militärarzt und seine Stellung in der Armee.

Wenn ich mir erlaube, an diesem Orte einige wenige Worte der Verständigung über eine richtigere Stellung des Militärarztes zur Ar-

mee, als er sie jetzt einnimmt, zu sprechen, so geschieht es im Hinblick auf die Wichtigkeit derjenigen Militärdienstabtheilung, welche die Erhaltung von Gesundheit und Leben der Soldaten zur Aufgabe hat, im Gegensatz zum eigentlichen Waffenhandwerk, welches auf Zerstörung und Vernichtung ausgeht. Ich möchte deswegen davon sprechen, weil ich immer mehr mich überzeuge, welche unklare Begriffe man sich von der Stellung macht, die der Arzt bei den Truppen, und die das Militär-sanitätswesen bei dem Gesamtmilitärwesen einnehmen sollte. — Erwarten Sie hiebei keineswegs eine lange und langweilige Abhandlung: ein kurzgefaßtes und aus dem Leben gegriffenes Bild wird es sein, was ich Ihnen vorführe.

Militärärzte gab es wohl beinahe seit der Zeit, als es Armeen gab: man hatte bei dem Soldatenstand von jeher Kranke und Verwundete, und sah von jeher ein: je mehr solche, je kleiner der schlagfertige Haufe. Nur waren in den ersten Zeiten die Aerzte Kombattanten, d. h. in einem vorkommenden Falle legte ein Krieger, der auf heilsame Kräuter oder auf Anlegung eines Verbandes sich verstand, Speer und Lanze nieder, und trat auf so lange in Askulaps Dienste, als man seiner in dieser Weise bedurfte. Begreiflich bildeten sie keinen eigenen Stand: man hatte es mit ihnen, wie wir es heutzutage im Felde mit den Metzgern halten. Wenn wir nämlich in einem Bivouak ein Schaf oder ein Schweinchen erobern, so treten weder Bataillons- noch Kompagniemeßger auf, um es abzuthun, sondern irgend ein Dilettant in diesem löblichen Handwerk verläßt die Reihen der Soldaten, um Spezialdienste zu thun. Genau so war's damals mit den Aerzten.

Heutzutage ist das Armeewesen organisirt, d. h. die einzelnen Theile desselben haben sich für sich und unter einander zu einem Ganzen ausgebildet, einem in seinen einzelnen Bestandtheilen fertigen und in seiner Gesamtheit vollkommenen Räderwerk vergleichbar. Man hat die Kunst, zu zerstören, möglichst kultivirt, und namentlich hat man es sich zur Aufgabe gemacht, mit möglichst kleinstem Verlust eigener

Kräfte möglichst viel zu verrichten. Die Einzelkämpfe haben als Hauptsache aufgehört, schon der in größerer Entfernung wirkenden Feuerwaffen wegen, und man läßt Massen auf Massen wirken. Allein dessen ungeachtet gibt es Verluste, und um so mehr, als der Soldat nicht nur den Verheerungen durch feindliche Waffen, sondern auch denen durch Krankheiten preisgegeben ist. Zum Schutze gegen Verluste dieser Art hat man an die Arzneiwissenschaft appellirt, und einen eigenen Stand, den der Militärärzte, der Armee beigelegt. So stehen die Sachen noch heute.

Der äußern Entwicklung des militärärztlichen Standes sind bis anhin eigenthümliche Hindernisse entgegen gestanden, und erst in der allerneusten Zeit haben sich regsamere Sympathieen für ihn geltend gemacht. Die Wichtigkeit und hohe Bedeutung wohlorganisirter Militärmedizinaleinrichtungen wurde in allerneuester Zeit immer mehr begriffen und erkannt. In mehreren Staaten wurden auch die äußern Standesverhältnisse der Militärärzte gewürdigt und theilweise verbessert. So in Oesterreich, wo man die in dem italienischen und ungarischen Feldzuge der Jahre 1848 und 1849 gemachten Erfahrungen zu Rathe zog; so in Frankreich, wo es einer der ersten Akte des Provisoriums vom Jahre 1848 war, sämmtliche militärärztliche Chargen um einen Grad höher zu stellen, als Anerkennung für den von Gesundheitsoffizieren bei verschiedenen Gelegenheiten bewiesenen Muth; so endlich in der Schweiz, wo die Lektionen, die der Sonderbundsfeldzug nach links und rechts austheilte, bezüglich der Militärсанität den Dienst einer Fischleber auf Tobias' Auge versahen. Auf einmal nämlich fiel es den Leuten wie Schuppen von den Augen, und sie erkannten klar: es reime sich übel, an die Militärсанität die ausgespiztesten Anforderungen zu stellen, und doch nichts für sie zu thun, ihre Diener beständig in einer unnatürlichen Stellung zurückzuhalten und sie vor aller Affinität mit dem Soldatenstand hübsch zu bewahren.

Alle diese diesem Dienstzweige zugewendeten Wohlthaten und Auf-

merklichkeiten in Ehren gehalten, möchte ich mir aber doch die bescheidene Bemerkung erlauben: es sei in dieser Angelegenheit die Hauptsache ungethan geblieben. Noch ist dem militärärztlichen Stande die Stellung nicht zugewiesen, in die er gehört, und es hat der Lebenswärme eines zeitgeistigen Fortschrittes nicht gelingen können, die dicke eisige Kruste alter Vorurtheile ganz zu durchdringen. Wollen Sie mir erlauben, das Ungeschickte der gegenwärtigen Stellung dieses Dienstzweiges ganz kurz zu berühren? Der Kürze wegen abstrahire ich alsdann von allen Schlußfolgerungen.

Der Soldatenstand hat den in seiner exklusiven Form jüngern Stand der Aerzte zum Stiefbruder angenommen. Beide haben einen Vater und zweierlei Mütter. Beim Eintritt des militärärztlichen Standes in die neue Haushaltung wurde ihm das Haar geschnitten, und die Kleider zuwege gemacht, wie es beim ältern, derbern Stiefbruder Mode war. Der Militärarzt mußte die äußern Formen mit seinem Stiefbruder theil und gemein haben: einen Schnitt der Kleider, zwei Farben des Rockes, kurzen und abgemessenen Gang und Befoldung, und *pro forma* auch Waffen. Daneben geht jeder der zwei Brüder seinen Geschäften nach und keiner fragt viel nach dem andern, bloß läßt der ältere Bruder Soldat bei Gelegenheit verlauten, der jüngere sei eigentlich bloß ein zugewandtes Glied der Familie und habe hier blutwenig zu befehlen.

Allein es ist der Soldatenstand nach und nach ein ganz anderes Ding geworden, als was er früher war. In frühern Zeiten mußte man nur von rohen Haufen, die drein schlugen oder davon liefen, je nach Konvenienz. Gegenwärtig stehen die Sachen anders: zu einem geordneten, zu allen möglichen Aktionen bereiten und fähigen militärischen Organismus werden nicht nur materielle, sondern auch geistige Kräfte der verschiedensten Art zusammengerufen; es müssen verschiedene, mitunter die abstraktesten Wissenschaften ihre Hülfe zusichern, und wir haben die Lehren der Mathematik, der Chemie u. s. w. so gut noth-

wendig, wie die Satzungen der Pelotons- und der Bataillonschule. Was ist ein Geniekorps Anderes, als ein Korps von Leuten, die zur Anwendung von speziell-wissenschaftlichen oder technischen Lehren in Soldaten umgewandelt worden sind? So haben wir bei der Armee auch Aerzte, berufen, einem ganz speziellen wissenschaftlichen Dienste obzuliegen. Alle aber sollen in Form und äußerem Leben Soldaten sein, weil das Ganze nicht ein Mosaikgebild von verschiedenartigen Bestandtheilen, sondern eben ein Ganzes vorstellen soll. Wem steht aus der alten Kriegsgeschichte das Bild eines Testudo, dieses Schreckens belagerter Städte, noch vor Augen? — Viele Füße, viele Hände, und nur ein Kopf, der Unglaubliches verrichtet.

Der Militärarzt soll Soldat, d. h. in Beziehung auf äußere Stellung mit den Offizieren gleichgehalten sein: dieß erfordern (ich spreche weder von Gerechtigkeit noch von Billigkeit) die Dienstverhältnisse.

Welch' wichtigen Einfluß ein geordnetes Verpflegungswesen überhaupt, somit auch das Armeeverpflegungswesen, auf das Heerwesen ausübt, darüber braucht man eben keine Worte zu verlieren. Die Bücher der Kriegsgeschichte sprechen laut und verständlich, und warnend steht das Beispiel des traurigen Unterganges muthiger und bestgeführter Heere, oder dasjenige ruhmloser Kraftanstrengung derselben aus Grund vernachlässigter Armeeverpflegung vor unsern Augen. Der Krieg verzehrt und stellt die Existenz der Kriegsführenden in Frage; darum ist derjenige ein guter Heerführer, der den Krieger jederzeit kampffähig und das Heer jederzeit kampfs- und schlagfertig zu erhalten weiß. — Da hilft eben der Arzt mit: er rettet dem Ganzen die einzelnen Theile und stellt sie zum Gebrauch wieder her, wo dieses im Reiche der Möglichkeit liegt, und es haben deßhalb seine Leistungen eine für dieselbe hochwichtige Bedeutung.

Deßhalb, habe ich oben gesagt, muß er Soldat sein, d. h. er darf nicht, wie es bis jetzt der Fall ist, außerhalb der Armee stehen, und nur in seiner zufälligen Form zu derselben gehören. Will er näm-

lich mit der Sicherheit in seinen äußern Beziehungen auftreten, die man an einem seiner Pflichten bewußten Manne zu sehen gewohnt ist, so muß er den Boden genau kennen, auf dem er steht, so wie die Luft, die er einathmet. Er muß die Verhältnisse, in denen der Soldat steht und in die er kommen könnte, kennen: er muß des Soldaten Pflichten, seine Gewohnheiten, Beschäftigungen kennen, nicht weniger seine Lebensordnung und die Art und Weise, wie er verwendet wird; endlich sollte er fast nothwendig den innern Dienst und die Grundzüge der Taktik los haben. Ist alles dieses nicht, dann strauchelt er bei der größtmöglichen Gewissenhaftigkeit und bei aller wissenschaftlichen und praktischen Bildung, und er wird seine Stelle nie ganz ausfüllen.

Der Arzt kömmt, und wie häufig dieses, in den Fall, Soldaten Befehle zu ertheilen, durch selbe Anordnungen treffen zu lassen. Streng genommen müssen, da der Arzt kein Kommando hat, dessen Anordnungen durch den Offizier gehen, wenigstens deren Ausführung durch einen Offizier überwacht werden. Wie weitschweifig, wie lästig für Offizier und Arzt und wie zeitraubend für den Dienst wäre es, wenn man allerseits sich daran hielte, wenn der Soldat nur die Autorität des Offiziers, nicht aber die des Arztes anerkennen wollte! Und wie entbehrlich sind zwei für einen bestimmten Zweck bezahlte Individuen da, wo die Wirksamkeit des Einen allein eben so gut und wohl noch besser zum Ziele führen würde! Hier wird bloß dadurch geholfen, daß man den Arzt, den sogenannten Gesundheitsoffizier, in Beziehung auf Rang und Befugnisse dem Offizier gleichstellt, je nach der Stufe, die er auf der Treppe der militärischen Hierarchie einnimmt.

Man hat, aus welchem Grunde weiß ich nicht, den Soldatenstand in zwei Hauptabtheilungen gebracht, den *Kombattanten* = und den *Nichtkombattantenstand*. Ich bin damit einverstanden, wenn diese Eintheilung etwas nützt. Zu den *Kombattanten* rechnet man, so viel ich weiß, nicht bloß diejenigen, welche im Kriege zuschlagen oder geschlagen werden, — sonst könnte nur der Soldat *Kombattant* sein,

indem man den Offizier nicht des Dreinschlagens wegen ins Feld schickt, sondern überhaupt alle diejenigen, die zum Kampfe auszurücken haben, in irgend einer Weise auf dem Kampfsplatze thätig sind und sich, von ihrer Dienstpflicht geführt, dem Feinde aussetzen müssen. — Nun werde, die Richtigkeit dieser Begriffsbestimmung der Kombattantenschaft vorausgesetzt, die Eintheilung der Bestandtheile des Heerwesens in Kombattanten und Nichtkombattanten einer Revision unterworfen, und ich erlaube mir die bescheidene Bemerkung, daß zwar wohl die Diener der Justiz zu den Nichtkombattanten gehören, denn sie setzen sich behaglich irgendwo fest, wo auch der 100pfündige französische Mörser nicht hinlangt, und lassen sich die Verbrecher gebunden und gefangen dorthin bringen, wo der Pulverdampf die Atmosphäre nicht mehr nebligt macht. Ich möchte auch den Rechnungsbeamten dorthin verweisen, der beim ersten Kanonenschuß den Reißhaus nimmt, ohne daß ein Paragraph irgend eines eidgenössischen Reglements der retrograden Bewegung seines Pferdes in die Zügel fällt, eben so den Verpflegungsbeamten, der den lieben Gott walten läßt, sobald seine Haut, die er allervörderst gerne verpflegt, in Gefahr ist. Für den Arzt paßt aber die Nichtkombattantenschaft übel. Er wird nicht hingestellt in Distanzen, wo Kugeln nicht mehr treffen und nie getroffen haben, nein, beim berechneten Angriff rückt er mit ins Feuer, und übt dort seine Pflicht aus, beim Ueberfall wird er mit überfallen. Stellen Sie sich einmal drei verschiedene Individuen vor, alle drei zur Ausübung spezieller Pflichten berufen, und unter folgenden Umständen: Der eine, ein Ingenieur, schlägt unter dem Feuer des Feindes eine Brücke, wobei nicht nur die Hände, sondern auch der Kopf arbeitet. Er befehligt eine Anzahl Leute, die für diesen Dienst ihm beigegeben sind. Der andere ist berufen zur Ausübung der ärztlichen Kunst: unter den Kugeln des Feindes legt er seine Mayor'schen Verbände an, und stillt Blutung. Auch er befehligt eine Anzahl Leute, für diesen speziellen Dienst von ihm instruiert. Der dritte erfreut des Soldaten Herz durch die Töne

des Hornes: links und rechts schlagen um seinen Kopf die Kugeln in Baum und Boden ein, — er wird nicht irre, bläst fort, und die seinem Kommandowort gehorchende Musikmannschaft ebenfalls. Und nun? — No. 1 und 3 sind Kombattanten, No. 2 nicht, und muß es durch eine reelle Standesbenachtheiligung büßen, daß man noch nicht so weit gekommen ist, das alte Feldscheererthum von einem militärärztlichen Stande heutiger Zeit unterscheiden zu können.

Ist der Arzt auch Nichtkombattant, d. h. zum Kampfe nicht berechtigt, so ist er doch nichts desto weniger zum Kampf verpflichtet. Begleiten wir daher den Offizier und den Arzt in den Kampf. Beim Beginne eines Kampfes ist jede Individualität in ihrer physischen Fortexistenz bedroht, d. h. der Mann befindet sich in Gefahr. Die erste und natürlichste Wirkung dieser Situation ist eine Gemüthsaufregung, und bis zu dieser Station werden wohl alle zusammen mitgehen. Von da theilt sich der Weg: entweder diese Gemüthsaufregung schlägt zum Bösen um und verwandelt sich in Furcht, Muthlosigkeit, Feigheit. Die, die diesen Weg einschlagen, lassen wir aus den Augen. Oder aber diese Gemüthsaufregung schlägt zum Guten um, sie wird Begeisterung und geht in einen Zustand von Exaltation des Gemüthes über, was haben alsdann die beiden, Offizier und Arzt, von einem solchen Gemüthszustand zu erwarten? Sehr Ungleiches.

Der Offizier wird im Gefecht von der Empfindung der Erbitterung, der Rache, des Ruhmes u. s. w. fortgerissen, er darf sich derselben hingeben, und die Gemüthsexaltation wird ihm die schönsten Thaten verrichten, die unzweideutigsten Proben von Tapferkeit zu Tage fördern helfen. Es darf also der Offizier diesem Einfluß und diesem Zustande sich bis auf einen gewissen Punkt hingeben. Der Arzt, gleicher Gefahr der Verwundung wie des Todes preisgegeben, hat die ungleich schwierigere Aufgabe, jede Exaltation zu meiden und sich immer so viel Resignation und kalten Muth zu bewahren, um die Kräfte seiner Intelligenzen und seiner Technik zu ruhigem und besonnenem

Handeln verwenden zu können. Ein solcher Muth verdiente, wo er auch gefunden werden mag, eine doppelte Anerkennung. „Aber“, sagte neulich ein vielgelesenes englisches Blatt, „für die Militärärzte wachsen einstweilen keine Lorbeeren. Der Soldat in seinem fürchterlichen Handwerk verstümmelt und tödtet; der Arzt wandelt sorgsam auf der Blutspur nach, lindert, tröstet und rettet. Der heldenhafte Zerstörer wird gelobt, — den Arzt läßt man im besten Falle unangetastet laufen. Es ist so glorreich, einem Menschen eine Kugel in den Leib zu jagen, aber es ist nichts, mitten im Kugelgepöfe die Kugeln herauszuziehen.“

Wenn ich schließlich, um dem Ihnen vorgeführten Bilde einen Gedankenstrich anzuhängen, Ihnen die wahrheitsgetreue Notiz bringe, daß in sehr vielen Gefechten der Neuzeit die Zahl der vom Feinde getödteten Aerzte diejenige der getödteten Offiziere übersteigt, so geschieht es, um zu zeigen, daß man die Nichtkombattantenschaft von verschiedenen Seiten betrachten kann, und ich schließe das, was ich aus zwanzigjährigem, an Erfahrungen nicht armem militärärztlichen Leben auf diese wenigen Blätter zusammengedrängt habe, indem ich Ihnen die vor ganz kurzer Zeit von einem deutschen Offizier, einem Kombattanten, in einem viel gelesenen deutschen Blatte niedergelegten Worte wiederhole:

„Die bloße Offiziersachtung ohne den wirklichen Grad bietet den Aerzten nicht die Garantie für das nöthige Ansehen, das sie im Interesse ihres Dienstes und nach ihrem Bildungsgrade ansprechen zu müssen glauben. Wie die Ingenieure und Generalstabsoffiziere ihre speziellen Wissenschaften und technischen Kenntnisse zum Dienste des Heeres ausbilden, so behandeln die Militärärzte die Heilkunde. Sie haben ihr besonderes Studium, das von keinem Offizier betrieben wird: sie pflegen dieses Studium mit besonderer Rücksicht auf die Bedürfnisse der Armee und des einzelnen Kriegers und wenden ihre Kenntnisse im Dienste des Heeres an. Sind sie daher nicht ein wahres

„Hülfskorps für die Armee? Wenn aber, warum gibt man ihnen nicht die Organisation, die sich bei den übrigen Korps als zweckmäßig erwiesen hat? Ist es ja nichts Neues, nichts in der Armee Unge- wöhnliches, was die Sanität fordert; denn sie spricht nur dieselbe Freiheit an, sich gleich den übrigen Hülfskorps der Armee im Interesse ihres speziellen Dienstes organisch zu bilden.“

Dr. Grismann.

Beilage No. 8.

**Compte rendu de deux ouvrages nouveaux en
artillerie présenté à la société militaire suisse
à Lucerne en 1850.**

Deux ouvrages ont paru récemment, qui sont dignes d'attirer l'attention des artilleurs de tous les pays, car ils émanent de deux auteurs haut placés, dont l'un, le général Paixhans, jouit de la réputation la plus distinguée et la mieux méritée, et l'autre, le président Louis Napoléon Bonaparte, s'est occupé aussi avec succès de l'artillerie et a autrefois figuré dans les rangs de l'artillerie bernoise.

Ces deux artilleurs, frappés de la complication de calibres et de bouches à feu qui existe encore dans les batteries de campagne, proposent un système tellement simple qu'après celui-là, il semble qu'il n'y ait plus rien à proposer.

Quoiqu'ils diffèrent dans des points de détail, leur idée fondamentale est de réduire toute l'artillerie de campagne à une seule espèce de bouche à feu, qui remplisse tout à la fois le rôle de canon et d'obusier, et qui en consé-

quence puisse lancer, et lance en effet, indistinctement des projectiles de toute espèce, c'est-à-dire boulets creux, boulets pleins, obus, mitraille, shrapnells, afin que l'artillerie ait la possibilité, suivant les besoins qui peuvent se présenter, de faire usage, avec la même bouche à feu, de tel projectile qui lui conviendra le mieux, et cela avec l'ensemble de la batterie.

Louis Napoléon composerait toute son artillerie de bouches à feu du calibre de 12, le général Paixhans adopterait aussi pour les batteries divisionnaires une bouche à feu du calibre de 8 ou 12, et pour les batteries de réserve une bouche à feu d'un calibre plus fort; 24 p. ex. C'est en cela que consiste la principale différence de leur système, mais au fond, comme nous l'avons dit, leur idée principale est de n'avoir qu'une seule espèce de bouche à feu, pour tirer indistinctement tout projectile, suivant la nécessité qui peut surgir.

Ces ouvrages (dont la lecture est recommandée aux artilleurs de tout pays) contiennent des détails intéressants et précieux. Ils cherchent à montrer 1^o les avantages du système proposé, 2^o la supériorité du tir des obus lancés à fortes charges avec ces bouches à feu, quoique les obus soient plus petits en calibre que les obus en usage actuellement, 3^o enfin l'importance excessive du tir des shrapnells, tir qui tous les jours prendra une plus grande extension et acquerra un effet bien supérieur exécuté avec la bouche à feu proposée plutôt qu'avec les obusiers actuels.

Réflexions.

Après avoir lu ces ouvrages d'un grand intérêt par tous les détails qu'ils renferment, on se demande *s'il n'y*

aurait pas quelque avantage pour nos batteries suisses à faire quelques essais tendant à pourvoir nos batteries de canons de 12, d'obus ou boulets creux de 12 centimètres et de shrapnells de ce calibre, pour pouvoir lancer ces projectiles si importants aussi bien avec les canons qu'avec les obusiers.

On voit dans Smola (österreichisches Lehrbuch) que des obus tirés avec les canons de 12, ont produit de très-bons effets, et d'après les essais indiqués dans les ouvrages ci-dessus, les effets des obus de 12 centimètres tirés à fortes charges par le canon de 12, soit quant à la portée, les éclats et la pénétration, ne laisseraient rien à regretter.

Il faut remarquer, que pour incendier, ce n'est pas la quantité plus ou moins considérable qui met le feu, c'est de la place où tombe l'obus que dépend son effet. Si l'obus arrive dans un endroit où il y a du combustible, il mettra le feu, mais s'il ne tombe que dans un endroit où il n'y en a pas, il n'incendiera rien.

Il est reconnu que contre des redoutes, le plus mauvais emploi qu'on puisse faire des obus c'est de les lancer contre des parapets en terre. Tuer les défenseurs, voilà le but de l'artillerie de campagne.

Il faudrait donc faire fabriquer des obus de 12 centimètres, mais suivant les nouveaux procédés de la fonte; car l'art de fondre a fait de tels progrès que les obus de 12 centimètres fabriqués ont été capables de résister aux fortes charges sans se briser, ce qui fait qu'on n'est plus limité quant à la vitesse initiale à donner au projectile.

Quant aux shrapnells, on sait que dans le projectile creux, rempli de balles de fusil, la quantité de poudre

très-peu considérable contenue dans le projectile, prend feu pendant qu'il est en l'air, brise l'enveloppe du projectile et permet aux balles de continuer leur course avec la même vitesse qu'avait le projectile creux au moment de son éclatement. L'effet est donc produit par la vitesse du projectile et non par l'action de la poudre qu'il contient. — Il est donc indispensable que la vitesse initiale soit grande, par conséquent il faut que la charge du canon qui lance le shrapnell, soit forte. L'obusier, ne pouvant pas tirer avec de très-fortes charges, ne donnera pas une vitesse initiale aussi grande que le canon. Le canon de 12 entr'autres donnera au projectile une grande vitesse.

Il faudrait aussi dans ce but faire construire des shrapnells de 12 centimètres. Ils contiendront moins de balles que les obus de 16 ou 12 centimètres, mais en revanche leur portée et leur effet seront beaucoup plus considérable. — Les shrapnells tirés avec le canon de 12, sont portés jusqu'à 800 et même 1000 mètres. Mr. Paixhans dit : Le tir des shrapnells fera peu d'effet dans les obusiers, il en fera beaucoup plus dans les canons de campagne et encore plus dans les canons de siège.

J'attire donc l'attention des officiers d'artillerie sur ces observations et désire qu'elles soient utiles.

J. Massé, lieutenant-colonel d'artillerie.
